

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir,
93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Telex :
PRENO A 211.628 F.
Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)
Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la commission paritaire : 46 722.

Imprimé par Rotographie à Montreuil.
Riccobono (pour le Sud-Est).
Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

• Belgique : 18 FB • Suède : 2,25 KR
• Luxembourg : 15 Fl • Italie : 350 L • Grèce :
20 DR • Suisse : 1 FS • Portugal : 15 Esc
• Algérie : 1,60 Dinar • Maroc : 2,10 Diram.

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1F 80

Bing sur le PUNK

LIRE EN PAGE 8

**Pour la huitième fois
en moins d'un an**

ATTENTAT FASCISTE CONTRE LE MRAP

LIRE EN PAGE 5

INTERDICTION DE PLAIDER EN ISRAEL

La Cour suprême de Jérusalem a confirmé en appel l'interdiction faite à M^{me} Léa Tzemel de défendre Brigitta Schultz, jeune Allemande accusée d'être au FPLP. Il est reproché à l'avocate israélienne « de s'être identifiée aux ennemis d'Israël, sa présence dans un procès militaire pouvant par conséquent causer un tort grave à la sécurité de l'Etat ». Léa Tzemel, qui avait dénoncé récemment dans une conférence de presse à Paris la situation des prisonniers politiques en Israël, est membre de la LCR (Matzpen marxiste), organisation de la IV^e Internationale en Israël.

A.K.

FANTOMAS A NEW YORK

Dieu a, l'espace de quelques heures, abandonné Carter, l'Amérique et sa Baby-lone : New York. Son doigt vengeur s'est abattu sur la centrale atomique alimentant la mégapole en électricité, plongeant la plus grande ville du monde dans sa nuit la plus noire, dans sa nuit la plus blanche. Le spectre de Fantomas a plané sur New York. 150 000 personnes étaient bloquées dans le métro, de gigantesques embouteillages se formaient dans les rues éclairées par la seule lueur des files de phares de voitures, et tandis que des malheureux bloqués dans les ascenseurs de gratte-ciel hurlaient leur détresse, des foules descendaient les étages à tâtons. On vit même un landau fou dévaler les escaliers, alors que des centaines d'avions tournaient, lugubres, dans les ténèbres. Puis, les fenêtres de l'Empire State building commencèrent à s'éclairer du scintillement des bougies allumées par les femmes de ménage, tandis que

de loin en loin, la lueur des incendies jetaient des ombres gigantesques sur les scènes de pillage collectif. On entendait sur les ondes des appels désespérés : « Allez vous coucher », mais personne ne pouvait dormir. Dans les hôpitaux, les malades sous poumon d'acier avaient du mal à respirer, les couples se blottissaient dans des étreintes rassurantes tandis que des Noirs et des Blancs, ouvriers, petits employés, chômeurs, jeunes et vieux sillonnaient les rues, raflant les marchandises dans les magasins, dans des scènes de hooliganisme endiablé. On crut même que les Russes avaient débarqué. Un grand singe se balançait en riant sur la statue de la liberté. Certains y virent un signe. Cela se passait dans la plus grande démocratie du monde, où 12 % de la population vit au-dessous du seuil officiel de pauvreté, dans la nuit du 13 au 14 juillet, le dixième anniversaire des émeutes noires de Newark.

Sacha Blumkine

14 JUILLET : FETE NATIONALE DU CHOMAGE

Nouveau record battu : 19% de chômeurs en plus en un an ! Soit, en fin juin 1977, en chiffres corrigés des variations saisonnières : 1 150 000 demandes d'emplois non satisfaites contre 1 096 700 en mai ; environ 1 350 000 selon le Bureau international du travail.

La Délégation à l'emploi, organisme ministériel, avance une série d'explications : les jeunes s'inscrivent plus tôt, mais surtout, il y a eu des perturbations créées par « l'annonce de mesures pour l'emploi qui ont conduit bon nombre d'entreprises à attendre le mois de juillet (entrée en vigueur du plan Barre pour l'emploi des jeunes) pour procéder à l'embauche de jeunes et bénéficier pour celles-ci de l'exonération des charges sociales ».

Ainsi, les merveilles promises par le gouvernement en matière d'emploi, surtout pour les jeunes, prennent leur véritable dimension : les patrons qui, de toute façon, auraient em-

bauché l'ont fait un mois plus tard pour pouvoir bénéficier des avantages du plan Barre-bis. Bel intérêt pour les travailleurs !

La CGT et la CFDT avaient dénoncé cette opération emploi des jeunes comme une « opération bidon » et Beullac était monté sur ses grands chevaux. Or, comme le dit le Monde du 15.7.1977, c'est pour le moins une « opération temporaire » puisque, « selon une circulaire officielle que nous a envoyée un lecteur, l'administration est chargée de recruter des jeunes pour des contrats de trois mois, trois fois renouvelables, c'est-à-dire pour une durée maximale d'un an »... (20 000 emplois étaient annoncés dans le secteur public).

Opération bidon, tape-à-l'œil et électoraliste avant tout, voilà qui caractérise les propositions gouvernementales en matière d'emploi, de la chasse au travail noir à la chasse aux faux par l'ANPE, ce n'est pas l'emploi qui intéresse Barre, c'est le chiffre qu'on peut publier avant 1978.

N. G.



Madrid, le 13 juillet, jour d'ouverture des Cortes, qui viennent d'être élus après 38 ans de dictature, les femmes manifestent. Répondant à l'appel du mouvement des femmes, une manifestation a été organisée aux portes mêmes du Parlement de l'Etat espagnol.

**Camping
militant
pour 500
enseignants
« SEMAINE »
DE L'ECOLE
EMANCIPEE
LIRE EN PAGE 7**

**Accident au
Commissariat
à l'énergie
atomique à
Fontenay
aux Roses
LIRE EN PAGE 4**

La confédération CFDT renonce à soutenir la manifestation antinucléaire de Malville

La CFDT n'appellera pas à Malville, a annoncé Michel Rolant, mercredi 13 juillet. Une décision dont toute la presse a bien senti la portée et que l'on peut résumer par ce commentaire du « Monde » : « La CFDT prend ses distances vis-à-vis des écologistes. »

La CFDT invoque le développement d'un climat de violences : attentat contre Boiteux, sabotages, attaques fascistes, etc. Mais nous l'avions dit et répété : qu'est-ce qui favorise le mieux la provocation, ou tout simplement les erreurs, ou la panique, que la démission politique et l'affaiblissement de l'unité ? La CFDT craint d'être considérée comme responsable d'incidents éventuels par le pouvoir. Elle semble faire peu de cas de la confiance déçue de nombre de militants écologistes, y compris dans ses propres rangs. Elle alimente ainsi des réactions de rejet qui peuvent conduire à un apolitisme qui affaiblirait

tout le mouvement ouvrier.

Certes, il y a eu — il y a encore — des difficultés dans la définition et la préparation du rassemblement du 30 et 31 juillet. Mais pourquoi la confédération s'avise-t-elle, à trois semaines à peine de l'échéance, de faire des mises en garde qui auraient pu être formulées beaucoup plus tôt ?

Pour notre part, nous pensons qu'il importe de maintenir l'appel à une manifestation de caractère national prévue de longue date et de tout faire pour son succès, c'est-à-dire pour son audience de masse : en combattant les conceptions aventuristes qui ont pu se faire jour ; en expliquant qu'il n'est pas justifié de pen-

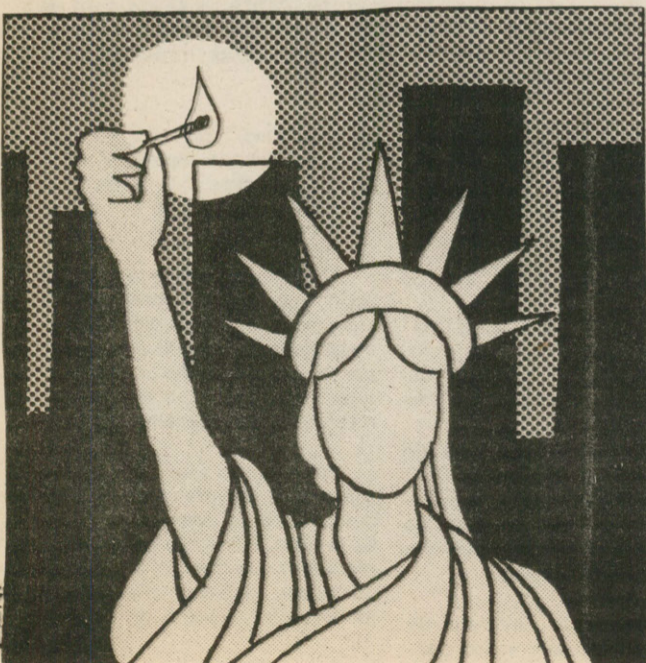
ser en découdre site par site avec le programme électronucléaire, mais que les mobilisations ponctuelles doivent être relayées par une action permanente en profondeur ; en s'opposant à une proposition comme celle des CCA, d'« occupation du site », où à une conception visant à harceler les forces de l'ordre, mais en se donnant les moyens de protéger la manifestation. Nous promouvons tout ce qui va dans le sens de cette orientation : construction et élargissement des comités locaux, jumelages, établissement de liens internationaux, débat et discussion sur les relais politiques à donner aux mobilisations, recherche de l'unité du maximum d'organisations du mouvement ouvrier dans les luttes.

En fait, ce qui pèse sur la décision de la confédération,

c'est ce qu'un journaliste appelait, mercredi, dans l'inénarrable style des conférences de presse, les « échos », entre la CFDT et « certains partis politiques », qui « seraient prochainement appelés à exercer des responsabilités »... Confronté au test concret que constitue une mobilisation précise contre le programme électronucléaire à quelques mois de 1978, la direction nationale de la CFDT a donné sa réponse.

C'est d'ailleurs pourquoi Rolant a tant insisté sur les « alternatives » que propose la CFDT, en particulier sur son contre-plan énergétique pour 1985, un contre-plan qui prévoit, outre la diversification énergétique, la réalisation de la moitié du programme nucléaire actuel : le chiffrage du Programme commun, en quelque sorte...

Madeleine Verdi



**Axe Paris
Pretoria
VIVE LA FRANCE !**

Que le défilé du 14 Juillet ait été l'occasion pour Giscard de mettre en valeur les « unités militaires plus spécialement orientées vers les actions extérieures », voilà de quoi rappeler aux incrédules les véritables intentions françaises en matière de « paix ». Que le même jour, révélation soit faite de la signature du plus gros contrat mondial en uranium entre Paris et Pretoria, et nous avons la définition de ce que l'impérialisme français entend par la « vocation de la France ». Qu'au même moment, la Communauté européenne des Neuf, à laquelle participe l'Élysée, s'emploie à mettre au point un « code de bonne conduite » des sociétés européennes opérant en Afrique du Sud pour « lutter » contre l'apartheid et tout un chacun pourra juger des jeux d'ombres des princes qui nous gouvernent.

Un ensemble de faits, qui, sans nous surprendre, n'en souligne pas moins les responsabilités du mouvement ouvrier français eu égard au rôle moteur de la bourgeoisie française en ce domaine.

Que la France, par l'entremise du Commissariat français à l'énergie atomique (CEA), se soit engagée à traiter 1 000 tonnes d'uranium sud-africain au cours de la période 1980-1990 n'est pas en effet un acte de collaboration supplémentaire à ajouter à une longue liste. Il est de nature différente, politiquement et militairement. Survenant après la vente, clés en mains, de la centrale nucléaire de Koeberg, en juin 1976, il détermine et précise la possibilité qu'a le pouvoir sud-africain de se doter de l'arme atomique.

Ce geste giscardien permet au régime d'apartheid, utilisant « la détente » actuelle, de parfaire sa panoplie nucléaire, qui en fera, dans les années futures, le gendarme de toute une région du monde.

Ce chèque en blanc de Paris est, quelles que soient les surenchères entre le CEA, Exxon, Westinghouse et Occidental Petroleum pour la signature du contrat, un choix précis et à long terme pour le quadrillage militaire impérialiste du monde. Il permet à l'Afrique du Sud, par le biais de l'énergie nucléaire, de résoudre ses propres besoins internes et de conforter le système d'apartheid même si certaines réformes de celui-ci s'avèrent économiquement indispensables.

A présent, la France est devenue le partenaire privilégié des Sud-Africains dans le domaine de l'atome. Il y a peu, le vol des Transall dans le ciel parisien l'a symboliquement rappelé, elle intervenait militairement au Zaïre. Dans l'océan Indien, elle brandit la menace nucléaire contre l'émancipation des peuples. Dans le reste de l'Afrique et notamment celle de l'Ouest, elle suscite chez ses partenaires locaux des plans de normalisation à l'encontre des luttes sociales qui se développent.

Rien de plus réfléchi, ajusté et offensif. Une volonté aussi élaborée ne saurait être mise à mal par des réactions conjoncturelles. La lutte contre cette politique doit se renforcer quand elle existe, être suscitée ailleurs. Une tâche d'envergure qui ira bien au-delà du septennat actuel.

Frank Tenaille

L'interview de Carrillo à Antenne 2

SANTIAGO, VLADIMIR, LE REQUIN, LA SARDINE ET QUELQUES AUTRES

« Je ne renonce pas aux idées que j'ai exprimées dans mon livre », a expliqué, mercredi soir, Santiago Carrillo, en répondant en direct aux questions de deux journalistes d'Antenne 2. Au cours de cette interview, qui a duré une

heure, le principal sujet abordé a été l'« eurocommunisme » et la récente polémique déclenchée par les Soviétiques avec les articles de la revue « Temps nouveaux ».

Répondant à la question de Patrice Duhamel qui remarquait qu'en qualifiant la direction soviétique de « couche bureaucratique », il avait été ainsi le plus loin de tous les communistes occidentaux dans sa critique de l'URSS, Carrillo a précisé sa démarche : « Avec mon livre, j'ai voulu donner une base théorique à l'eurocommunisme, qui sans cela pourrait se confondre avec la social-démocratie. » Puis il a renouvelé ses attaques à propos de la nature de l'URSS : « L'Etat qui existe en Union soviétique n'est pas celui que Marx et Engels ont imaginé, ce n'est pas celui que Lénine a décrit dans L'Etat et la Révolution. »

Question du journaliste : « C'est-à-dire par un Etat socialiste ? »

Réponse ambiguë de Carrillo : « C'est-à-dire pas un Etat de démocratie prolétarienne. Il est clair qu'en URSS, il n'y a pas de capitalisme, mais il est clair que le système politique n'est pas un système de démocratie prolétarienne. En URSS, il n'y a pas une classe capitaliste, mais tous les pouvoirs sont concentrés dans un cercle très réduit. »

Au cours de cette interview, le dirigeant du PCE a précisé sa position sur quelques questions clés, comme les rapports entre l'URSS et les pays de l'Est ou l'avenir de la dissidence dans les Etats ouvriers.

Laisant clairement entendre, par ses silences et quelques réponses dilatoires, que ses positions de pointe n'étaient pas encore partagées par les PC italien et français, Carrillo a comparé les relations entre l'URSS et les pays de l'Est aux « rapports entre un requin et une sardine. L'égalité ne se fait pas d'une façon automatique entre un requin, même gentil, et une sardine. »

Sur l'évolution des pays de l'Est et de l'URSS, Carrillo pense que les « secousses qui pourraient survenir dans ces pays ne seront une solution » mais « que celle-ci existe dans la dissolution des blocs mili-



Santiago Carrillo

taires, OTAN à l'Ouest, Pacte de Varsovie à l'Est. » C'est à cette seule condition, selon lui, que les pays de l'Est « peuvent se diriger vers la démocratie sans violence ».

Sur les dissidents, Carrillo s'est déclaré proche d'un Jaures Medvedev, qui n'a pas renoncé au marxisme, tout en proposant une voie d'action « réformiste », partant de l'intérieur des PC même. « Si les blocs militaires disparaissent, ces courants (du type Dubcek ou Khrouchtchev) pourraient surgir et se frayer une voie dans les PC. Autrement, les mouvements d'opinion n'auront pas la force pour changer la situation. »

Enfin, Carrillo a joué encore les voltigeurs de pointe des révisions « eurocommunistes » en expliquant : « Les communistes doivent actualiser le marxisme. Toute une série de thèses de Lénine ne sont plus valables aujourd'hui. » Mais le dirigeant du PCE va plus loin encore que ses compères français ou italiens, sur la question de l'Etat par exemple. Il ne prend plus le soin d'expliquer que l'Etat bourgeois est un Etat neutre, à l'intérieur duquel on peut conquérir des positions de plus en plus importantes, il justifie totalement, au contraire, le maintien de l'appareil d'Etat bourgeois en expliquant : le système stalinien « s'est institué dans des pays où les socia-

listes ont vaincu par la guerre civile, ont détruit l'appareil d'Etat par la force. Dans les pays occidentaux, il serait impossible d'en arriver là, même si nous étions des Machiavel (quand nous parlons de pluralisme et de socialisme dans la liberté) parce que l'appareil d'Etat ne permettrait pas cela ! » Joli ce retournement dialectique que cette stratégie réformiste et gradualiste confortée par la révolusion naturelle qui existe dans la classe ouvrière occidentale à propos du stalinisme. Gageons que le PCI et le PCF ne vont pas tarder à emprunter ces voies nouvelles de la révision et de la capitulation.

Michel Rovere

GRANDE-BRETAGNE

La bataille de Grunwick

Lundi dernier, une manifestation nationale de solidarité avec les travailleurs de l'usine Grunwick (en majorité des femmes immigrées), à Londres, en lutte depuis près d'un an pour la reconnaissance de leurs droits syndicaux, était organisée par le comité de grève et les syndicats des mineurs du Yorkshire et du Pays de Galles. 18 000 à 20 000 manifestants sont venus « renforcer » le piquet de grève et se sont affrontés à 4 000 policiers armés. Parmi eux, on trouvait au

lundi dernier, une manifestation nationale de solidarité avec les travailleurs de l'usine Grunwick (en majorité des femmes immigrées), à Londres, en lutte depuis près d'un an pour la reconnaissance de leurs droits syndicaux, était organisée par le comité de grève et les syndicats des mineurs du Yorkshire et du Pays de Galles. 18 000 à 20 000 manifestants sont venus « renforcer » le piquet de grève et se sont affrontés à 4 000 policiers armés. Parmi eux, on trouvait au

lundi dernier, une manifestation nationale de solidarité avec les travailleurs de l'usine Grunwick (en majorité des femmes immigrées), à Londres, en lutte depuis près d'un an pour la reconnaissance de leurs droits syndicaux, était organisée par le comité de grève et les syndicats des mineurs du Yorkshire et du Pays de Galles. 18 000 à 20 000 manifestants sont venus « renforcer » le piquet de grève et se sont affrontés à 4 000 policiers armés. Parmi eux, on trouvait au

lundi dernier, une manifestation nationale de solidarité avec les travailleurs de l'usine Grunwick (en majorité des femmes immigrées), à Londres, en lutte depuis près d'un an pour la reconnaissance de leurs droits syndicaux, était organisée par le comité de grève et les syndicats des mineurs du Yorkshire et du Pays de Galles. 18 000 à 20 000 manifestants sont venus « renforcer » le piquet de grève et se sont affrontés à 4 000 policiers armés. Parmi eux, on trouvait au

lundi dernier, une manifestation nationale de solidarité avec les travailleurs de l'usine Grunwick (en majorité des femmes immigrées), à Londres, en lutte depuis près d'un an pour la reconnaissance de leurs droits syndicaux, était organisée par le comité de grève et les syndicats des mineurs du Yorkshire et du Pays de Galles. 18 000 à 20 000 manifestants sont venus « renforcer » le piquet de grève et se sont affrontés à 4 000 policiers armés. Parmi eux, on trouvait au

lundi dernier, une manifestation nationale de solidarité avec les travailleurs de l'usine Grunwick (en majorité des femmes immigrées), à Londres, en lutte depuis près d'un an pour la reconnaissance de leurs droits syndicaux, était organisée par le comité de grève et les syndicats des mineurs du Yorkshire et du Pays de Galles. 18 000 à 20 000 manifestants sont venus « renforcer » le piquet de grève et se sont affrontés à 4 000 policiers armés. Parmi eux, on trouvait au

lundi dernier, une manifestation nationale de solidarité avec les travailleurs de l'usine Grunwick (en majorité des femmes immigrées), à Londres, en lutte depuis près d'un an pour la reconnaissance de leurs droits syndicaux, était organisée par le comité de grève et les syndicats des mineurs du Yorkshire et du Pays de Galles. 18 000 à 20 000 manifestants sont venus « renforcer » le piquet de grève et se sont affrontés à 4 000 policiers armés. Parmi eux, on trouvait au

lundi dernier, une manifestation nationale de solidarité avec les travailleurs de l'usine Grunwick (en majorité des femmes immigrées), à Londres, en lutte depuis près d'un an pour la reconnaissance de leurs droits syndicaux, était organisée par le comité de grève et les syndicats des mineurs du Yorkshire et du Pays de Galles. 18 000 à 20 000 manifestants sont venus « renforcer » le piquet de grève et se sont affrontés à 4 000 policiers armés. Parmi eux, on trouvait au

lundi dernier, une manifestation nationale de solidarité avec les travailleurs de l'usine Grunwick (en majorité des femmes immigrées), à Londres, en lutte depuis près d'un an pour la reconnaissance de leurs droits syndicaux, était organisée par le comité de grève et les syndicats des mineurs du Yorkshire et du Pays de Galles. 18 000 à 20 000 manifestants sont venus « renforcer » le piquet de grève et se sont affrontés à 4 000 policiers armés. Parmi eux, on trouvait au

lundi dernier, une manifestation nationale de solidarité avec les travailleurs de l'usine Grunwick (en majorité des femmes immigrées), à Londres, en lutte depuis près d'un an pour la reconnaissance de leurs droits syndicaux, était organisée par le comité de grève et les syndicats des mineurs du Yorkshire et du Pays de Galles. 18 000 à 20 000 manifestants sont venus « renforcer » le piquet de grève et se sont affrontés à 4 000 policiers armés. Parmi eux, on trouvait au

lundi dernier, une manifestation nationale de solidarité avec les travailleurs de l'usine Grunwick (en majorité des femmes immigrées), à Londres, en lutte depuis près d'un an pour la reconnaissance de leurs droits syndicaux, était organisée par le comité de grève et les syndicats des mineurs du Yorkshire et du Pays de Galles. 18 000 à 20 000 manifestants sont venus « renforcer » le piquet de grève et se sont affrontés à 4 000 policiers armés. Parmi eux, on trouvait au

lundi dernier, une manifestation nationale de solidarité avec les travailleurs de l'usine Grunwick (en majorité des femmes immigrées), à Londres, en lutte depuis près d'un an pour la reconnaissance de leurs droits syndicaux, était organisée par le comité de grève et les syndicats des mineurs du Yorkshire et du Pays de Galles. 18 000 à 20 000 manifestants sont venus « renforcer » le piquet de grève et se sont affrontés à 4 000 policiers armés. Parmi eux, on trouvait au

lundi dernier, une manifestation nationale de solidarité avec les travailleurs de l'usine Grunwick (en majorité des femmes immigrées), à Londres, en lutte depuis près d'un an pour la reconnaissance de leurs droits syndicaux, était organisée par le comité de grève et les syndicats des mineurs du Yorkshire et du Pays de Galles. 18 000 à 20 000 manifestants sont venus « renforcer » le piquet de grève et se sont affrontés à 4 000 policiers armés. Parmi eux, on trouvait au

lundi dernier, une manifestation nationale de solidarité avec les travailleurs de l'usine Grunwick (en majorité des femmes immigrées), à Londres, en lutte depuis près d'un an pour la reconnaissance de leurs droits syndicaux, était organisée par le comité de grève et les syndicats des mineurs du Yorkshire et du Pays de Galles. 18 000 à 20 000 manifestants sont venus « renforcer » le piquet de grève et se sont affrontés à 4 000 policiers armés. Parmi eux, on trouvait au

lundi dernier, une manifestation nationale de solidarité avec les travailleurs de l'usine Grunwick (en majorité des femmes immigrées), à Londres, en lutte depuis près d'un an pour la reconnaissance de leurs droits syndicaux, était organisée par le comité de grève et les syndicats des mineurs du Yorkshire et du Pays de Galles. 18 000 à 20 000 manifestants sont venus « renforcer » le piquet de grève et se sont affrontés à 4 000 policiers armés. Parmi eux, on trouvait au

lundi dernier, une manifestation nationale de solidarité avec les travailleurs de l'usine Grunwick (en majorité des femmes immigrées), à Londres, en lutte depuis près d'un an pour la reconnaissance de leurs droits syndicaux, était organisée par le comité de grève et les syndicats des mineurs du Yorkshire et du Pays de Galles. 18 000 à 20 000 manifestants sont venus « renforcer » le piquet de grève et se sont affrontés à 4 000 policiers armés. Parmi eux, on trouvait au

lundi dernier, une manifestation nationale de solidarité avec les travailleurs de l'usine Grunwick (en majorité des femmes immigrées), à Londres, en lutte depuis près d'un an pour la reconnaissance de leurs droits syndicaux, était organisée par le comité de grève et les syndicats des mineurs du Yorkshire et du Pays de Galles. 18 000 à 20 000 manifestants sont venus « renforcer » le piquet de grève et se sont affrontés à 4 000 policiers armés. Parmi eux, on trouvait au

H. Vega

Un défilé, des bals, c'était le 14 juillet SOUS LE SIGNE DES TROPIQUES

Le traditionnel défilé militaire du 14 juillet a été marqué, cette année, à la demande de Giscard, par la mise en évidence des forces d'intervention extérieures. Si l'ensemble des forces armées sont susceptibles de participer à des interventions en dehors du périmètre national, un certain nombre d'unités sont spécialement réservées à cet effet. C'est le cas de la 11^e division parachutiste stationnée dans

le Sud-Ouest et en Corse, de la 9^e division d'infanterie de marine stationnée en Bretagne et du groupe opérationnel de la légion étrangère (GOLE) stationnée en Corse. ... Ces forces ont été notablement renforcées en hommes et en matériel depuis quelques années, en particulier par la création de régiments entiers de parachutistes composés exclusivement d'engagés.

Ce défilé militaire aura permis à Giscard de mettre l'accent, après l'avoir mis, il y a deux ans, sur les missiles Pluton et l'an passé sur la réorganisation de l'armée de terre, sur le rôle qu'il entend faire jouer à la France en Afrique. L'intervention récente au Zaïre n'en est certainement qu'un avant-goût. Plus encore, c'est l'importance donnée à la « stratégie indirecte » dans le cadre d'une coopération accrue avec l'Alliance atlantique par la mise en avant des forces conventionnelles, mobiles et polyvalentes de plus en plus intégrées au dispositif de l'OTAN, que l'on perçoit, dans ce 14 Juillet comme dans les récents

propos du Premier ministre.

Sous tous les aspects, ce

14 Juillet sera apparu comme une opération politique d'envergure im-

Ils étaient nombreux les touristes, à s'être levés tôt, hier matin, pour voir la parade militaire aux Invalides. Quant aux Français, faut dire ce qui est, ce n'était pas la foule des grands jours, une journée de congé ça se gâche pas comme ça ! A voir tous ces légionnaires, tous ces parachutistes, on se serait cru à Colomb-Béchar du temps de la splendeur, il ne manquait que le soleil et les palmiers, c'est Sardou qui devait être ému ! Cependant, le « rétro » n'est plus à la mode et ils avaient bien vieilli ces légionnaires, ils ne sentaient plus bon le sable chaud et si la politique giscardienne peut encore susciter chez eux des rêves d'aventure, c'est le regard triste et fatigué qu'ils ont défilé. Les paras étaient là en nombre, bérets verts, bérets rouges, crânes rasés et chants martiaux ; aux fenêtres des immeubles luxueux les bourgeois applaudissent, des barrières les petits-bourgeois en font autant, tout le monde est content sauf les vendeurs de périscoptes en carton qui, cette année, n'auront pas fait fortune « ça marchera mieux le 24 » me dit l'un d'entre eux, c'est l'arrivée du Tour de France...
P.M.

pulsée par Giscard, ce jour était en effet choisi par le Parti républicain pour une « grande campagne d'adhésion », il en avait bien besoin d'ailleurs face à un RPR qui a le vent en poupe. Mais qui donc a-t-on fait adhérer ? Les bidasses ? Les curieux ? Les joyeux fêtards des bals populaires ? On a pas ménagé les efforts en tout cas, c'est le PR qui offrait le feu d'artifice au laser. Mais à en juger par l'assistance limitée aux diverses manifestations officielles, ce 14 Juillet, loin d'être une salve d'honneur, fut bien plutôt un pétard mouillé, seuls les touristes en ont eu pour leur argent.

Patrick Mars



Pourquoi sont-ils venus là ? « Par curiosité ». Bien sûr. « Pour voir l'ameublement ». Certains sont venus aussi pour apporter leur appui politique, telle cette dame — apolitique, selon sa propre définition — qui déclare qu'elle prendra le maquis, comme Bigeard, si « les autres arrivent ». Une autre, encore grisée, en me désignant le palais du doigt : « Ah, tous ces artistes que la France a produits. Voilà le résultat, c'est pas le moment de le démolir, il faut continuer. Vive la France ! »

Un monsieur, après avoir appris que je travaillais pour Rouge : « Krivine ? Celui qui avait le culot de vouloir s'installer à l'Elysée ? »

Du temps de la monarchie, gueux et aristocrates pouvaient pénétrer à Versailles tous les jours, sans autre formalité. Les visiteurs d'hier préféraient sans doute plus de cérémonial et étaient tout ravis d'y avoir participé. Un gendarme, à la sortie, grommelaient : « Les cons ! Tout ça pour qu'ils continuent à bien voter. »

G. M.

Les portes ouvertes de l'Elysée Le mausolée de Giscard

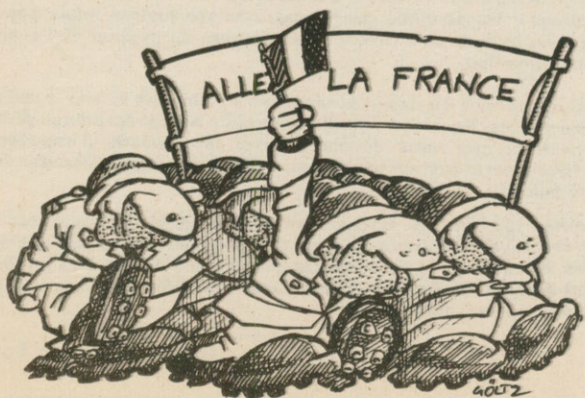
C'est la France de la très petite bourgeoisie qui, depuis la place de la Concorde jusque la rue du Faubourg-Saint-Honoré, se presse derrière les barrières métalliques en attendant de pouvoir pénétrer à l'Elysée. Endimanchées, proprettes, des milliers de personnes sont là, silencieuses, n'élevant le ton que lorsque les barrières s'entreouvrent pour laisser passer le contingent suivant.

Ils ont attendu chacun trois à quatre heures avant de pouvoir pénétrer dans la cour d'honneur du palais. Une dernière chicane à franchir, et ils y sont, accueillis par la fanfare de la garde républicaine, après avoir été comptés au moins deux fois par des policiers en civil.

Le ton est grave, comme à la visite d'un mausolée. Puis brusquement, les marches du perron franchies, les voilà nez à nez avec Giscard qui serre les mains. Surprise, sourire d'aise, on passe et on s'anime : « T'es vu, c'est sympa, ce qu'il est bronzé. » Giscard, lui, continue, sourire figé, plus ressemblant que son masque.

Après, tout va très vite. On n'a pas le temps de s'attarder le long du parcours balisé qui traverse six salons, une salle à manger, le jardin d'hiver et la salle des fêtes.

« Pressons, pressons », encouragent quelques gardes disposés dans les salles traversées. Ça ressemble à n'importe quel musée, le pourboire en moins et les housses de plastique en plus sur les rideaux, pour pas qu'on les salisse. Cinq minutes, montre en main, et l'on se retrouve à la sortie, de l'autre côté du palais, encouragés, encore, à ne pas former de bouchon devant la porte.



LES BALS MOROSES DU 13 JUILLET

Chirac est maire de Paris. Il s'est bien promis d'enfoncer les « rouges » aux prochaines élections. Il a lu dans les livres que le bon peuple aime la fête et les jeux. Il a cru qu'il suffisait de coller des affiches, de trouver une formule publicitaire : « Paris villages » et de placer quelques estrades minables, occupées par des orchestres ringards, sur les parvis des gares parisiennes pour faire de

cette nuit du 13 juillet une grande fête populaire. Pas très au courant de ce qui marche aujourd'hui, il avait mobilisé Philippe Clay (du comité central du RPR), Line Renaud (l'ambassadrice de la France des « petites femmes de Paris ») et Thierry le Luron pour arracher au bon peuple des exclamations reconnaissantes.

Manque de pot, la fête n'est pas

une histoire de gadgets, et ils n'ont pas été nombreux à avoir envie de se faire avoir par ceux de Chirac.

Gare de l'Est, gare du Nord, j'ai rapidement fui, chassé par la tristesse de ces quelques centaines de personnes immobiles au pied d'une estrade où sévissaient des vieillards empêtés dans le manche de leurs guitares électriques. Rencontré des flics aux regards incertains, en chemises d'été qui se demandaient comment avoir l'air « cool ».

Place des Abbesses. « la Valse brune », balancée par un accordéon bien de chez nous, redonne un moral tricolore dans l'escalier du métro. C'est un bal du PCF. Mais c'est raté.

La place est dans le noir. Peu de monde et l'accordéon est sur bande magnétique. Un militant se balade quand même avec sa liasse de bulletins d'adhésions et les badges nous disent qu'il y a trop d'injustice, alors adhérez au PCF. Le clafoutis aux pommes n'est pas mauvais. Remétro, et je débarque dans le Marais. Le fameux bal des pompiers de la rue de Sévigné. C'est dense.

On se marche sur les pieds. La cour de la caserne est belle. C'est arrangé avec des guirlandes de lumière et les pompiers sont plus sympathiques que les gorilles de Chirac. Il manque une décontraction, un grain de folie. Il faut plus que ça pour se déconstruire. Quelque chose qui traverse toute la société. Chirac a foiré sa fête. On dansera toute la nuit quand on le foutra dehors.

D. F.

Menaces contre Libération

« Réfléchissez, il y a des enfants, vous mettez leur vie en danger. Nous allons mettre une bombe dans l'immeuble ou dans l'imprimerie. » Cette menace adressée par téléphone remonte à lundi soir. Elle s'adressait aux responsables de l'imprimerie qui, chaque jour, sort Libération. Elle précisait aussi : « Vous avez 48 heures pour cesser l'impression de Libération. »

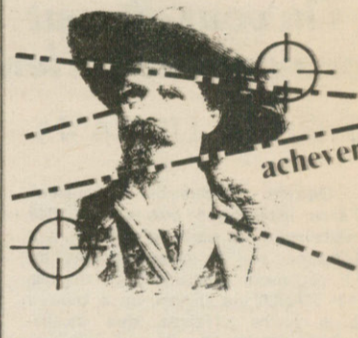
Des menaces de ce type, Libé en reçoit souvent. Mais, expliquent les camarades, « contrairement aux autres, celle-ci sonnait vrai ».

Le palmarès des agressions n'est déjà pas négligeable. La rédaction lyonnaise attaquée et détruite, des engins incendiaires lancés rue de Lorraine à Paris, des cambriolages étranges, des agressions contre les diffuseurs, l'avocat du journal pris à partie par des nazillons, etc. Ceux qui font Libé ne sont pas aimés de tout le monde.

Mais ces temps derniers, la vague d'intimidation est en nette recrudescence : deux responsables de l'imprimerie ont été attaqués par des individus armés de rasoir. Leurs enfants ont été explicitement menacés.

Les coups de fil menaçant de lundi soir et de mardi ne ressemblent pas à une mauvaise plaisanterie. Le récent attentat contre Rouge incite à les prendre au sérieux. « C'est ce qui nous inquiète, ce n'est pas ce qui nous défait », commente un rédacteur de Libé.

J.-F. V.



Au bal de l'île Saint-Louis

L'Union de la gauche gagnera les prochaines élections législatives, et savez-vous pourquoi ? Parce que le 14 juillet était, cette année, un test national. Qui irait guincher chez Chirac, le maire du Palais, qui irait lever la cuisse au bal du PC, à l'île Saint-Louis, comme d'habitude ?

Le bal de l'île Saint-Louis est une institution plus ancienne que la mairie de Paris, les habitudes sont passées à gauche. Et puis c'est un raout assez sympa, des copains que tu n'as pas vus depuis l'année dernière, même heure, même lieu, tu les y retrouves, éméchés et optimistes, lessivés par la pluie mais enchantés de se sécher dans ce sauna humide et qui sent la chair fraîche.

La Seine coule des deux côtés de cet étroit réduit pavé, une sorte de vélum à l'antique abrite les musiciens dont le « leader » debout bat la mesure de façon automatique. On aperçoit du côté gauche le grand fleuve où tremblent les reflets de la fête, à droite

les façades rupines essuient des lazzi profétaires.

Des étudiants promènent des écolières, les bras passés sous la taille ; des employés sapés balancent des bourses de faux cuir ; de vieux dragueurs rétablissent avec un peigne l'ordonnance des perruques que l'humidité dérange ; il y a des Anglais, des Allemands dodus et trois Italiens euphoriques. Le préposé du Parti ne parvenait pas à se faire entendre au milieu des plaisanteries sympathiques. Tout au plaisir de la danse, les jeunes filles s'agitent dans les longues robes d'Indiennes à fond vert d'eau, bleu cerise ou violet. Les rocks avaient des tournures de valse et de tango. On va, on vient de la Bastille à l'île en faisant résonner d'échos brefs la vieille rue encaissée de Saint-Louis-en-l'île. Il y a à la Bastille beaucoup de monde aussi et des rocks plus assurés. C'est un bal Chirac mais la Bastille danse ses rocks comme des carmagnoles, tout cela est d'ailleurs uniformément tricolore.

M.C.

LIP « Les forçats de la lutte »

« Fakir du vivier » est un cheval. Il trotte, et très vite, pour l'amour du sport, et du fric, de son propriétaire Alain Delon. Freddy Maertens est un coureur cycliste. Il pédale, et très vite, pour l'amour du sport, et du fric, de la maison Flandria.

Ils étaient faits pour se rencontrer. C'est maintenant chose faite. L'homme et l'animal se sont mesurés sur un kilomètre de piste, à Amiens, en minute douze secondes, deux dixèmes pour le cheval-homme et une minute douze secondes cinq dixèmes pour l'homme-cheval. Maertens n'est pas aussi bien dressé que « Fakir du vivier » et son coup de pédale ne vaut pas le coup de sabot de l'autre. Confrontation symbolique qui concentre merveilleusement tout ce qu'on reproche au sport de compétition : le dieu-rendement, la mutilation des corps-machines, l'idéologie de la peine et de l'effort. Un esclavage que les coureurs du Tour eux-mêmes commentent à con-tester.

On s'étonne donc que les travailleurs de Lip choisissent de populariser leur lutte par une initiative spectaculaire qui entre dans le jeu d'un spectacle trompeur. L'étape d'aujourd'hui arrive à Besançon et les Lip ont décidé d'offrir trois montres à quartz au premier régional, au dernier de l'étape et au plus combatif.

Avec la section CFDT, ils font le parallèle entre cette épreuve sportive et « leur lutte qui demande les mêmes qualités d'endurance, de courage et de persévérance pour la défense de leur emploi ». Parallèle osé avec ceux qu'on appelle « les forçats de la route ». Enchaînés à leurs machines, ils nous font plus penser au travail à la chaîne qu'à des travailleurs en lutte.

D. F.

On vous dit tout on vous cache rien

Tracts au 11^e RAMA

Quatre bidasses viennent d'être interrogées par la sécurité militaire à la suite d'une plainte déposée par le commandant du 11^e régiment d'artillerie de marine (11^e RAMA) de Dinan, on a trouvé dans leurs affaires des exemplaires de tracts de comités de soldats. Un civil soupçonné d'avoir frappé le stencil a également été entendu. C'est aussi ça le 14 juillet...

Agression contre des écologistes dans le Haut-Rhin

Mercredi, 1 h 30 : des militants écologistes montent la garde autour du pylône d'Heiteren, non loin de Fessenheim. Ils sont brutalement attaqués par un commando de cinq à dix jeunes nervis qui lancent plusieurs cocktails Molotov, détuant le campement et brûlant un jeune homme de dix-huit grièvement.

Une méthode comme une autre pour obtenir l'évacuation de ce pylône que les forces de police hésitaient à dégager...

Peine perdue : l'occupation continue. Les paysans manifestent leur soutien aux écologistes.

La grenouille PR veut se faire aussi grosse que le bœuf RPR

Selon Soisson, le PR (ex-RI) a enregistré 4213 adhésions nouvelles dans 77 départements, à l'occasion de son opération du 14 juillet « Permanences en fête ». Toujours selon Soisson, le PR comptait 73 000 adhérents à la date du 13 juillet. Plus d'un quart serait composé d'employés et d'ouvriers. On n'en doute pas : tout le monde a, n'est-ce pas, un militant actif du PR sur sa boîte ! Laissons Soisson à ses délires : trois ans après son accession à la présidence, le parti du président reste un groupuscule, bien loin d'égaliser en effectifs l'affreux RPR qui ne cesse de lui empoisonner la vie.

FUITE RADIOACTIVE ET FEU DE SODIUM

Un double accident à Fontenay-aux-Roses

La CFDT a communiqué, sous toutes réserves, les informations suivantes :

Au centre du CEA, à Fontenay-aux-Roses, une fuite radioactive s'est produite, à la suite du colmatage d'un filtre équipant le tube de dégazage d'un caisson d'effluents liquides. Dans le local où s'est produite cette fuite, la mesure de radioactivité s'est élevée à 130 000 fois la CMA (concentration maximale admissible). Trois personnes ont été contaminées et auraient absorbé 5 rems, ce qui correspond à la dose annuelle admissible établie par convention. La fuite s'est produite dans le laboratoire appelé « Cendrillon ».

A Fontenay-aux-Roses, toujours, dans la nuit du 12 au 13 juillet, un incendie de sodium a endommagé un bâtiment sans faire de victimes. Le CEA, pour sa part, affirme que le premier accident n'a fait qu'une victime, et que le second n'est pas dû au sodium.

Si nous avons toujours évité une relation « panarabique » et « sensationnaliste » des accidents dus au nucléaire, nous ne pouvons manquer de souligner à quel point ces deux accidents, survenus dans un centre de recherche, montrent que la technologie nucléaire est mal maîtrisée, et que des normes « maxima », pourtant officiellement considérées comme rigoureuses, peuvent aisément être atteintes ou franchies en matière de contamination. Avec l'accident de Pierrelatte, cela fait une concentration très importante d'accidents dans un laps de temps très court. Ce n'est pourtant pas aux

accidents dont sont victimes les travailleurs que la grande presse réservera ses « cinq colonnes à la une ».

Elle préférera monter en épingle des actes de sabotage ou autres « faits divers » permettant de

discréditer les propos de ceux qui s'opposent au « pari » nucléaire.

(1) Rem : unité de mesure déterminant les effets produits par les divers rayonnements ionisants sur les organismes vivants.



COMMUNIQUE CONTRE LA REPRESSION A GRAVELINES

« Alors que 2 000 personnes avaient manifesté la veille contre le programme électronucléaire du gouvernement, lundi 27 juin au matin à Gravelines, les CRS ont brutalement attaqué, sans aucune raison valable, 200 manifestants restés pour informer les travailleurs de la centrale et pour exprimer leur désaccord sur la politique nucléaire du gouvernement. La charge fut d'une brutalité extrême. Elle fit 20 blessés parmi les manifestants. Cette agression des forces dites de l'ordre est d'autant plus inadmissible que toute la manifestation avait rigoureusement gardé un caractère pacifique. Face à l'opposition grandissante à sa politique nucléaire, une politique dangereuse, antidémocratique, menée sans information ni consultation, pour le seul profit de quelques trusts, le gouvernement a choisi la répression la plus violente. Il confirme ainsi sa nature : celle d'un gouvernement antipopulaire qui n'a que ses matraques et ses gaz lacrymogènes à opposer aux légitimes revendications de la population.

« Les organisations sous-signées refusent le secret qui entoure le nucléaire. Elles exigent au contraire que soient prises toutes les mesures nécessaires pour informer l'opinion, afin que chacun puisse se prononcer. Cela nécessite, de la part du gouvernement :

1. la publication de toutes les données sur le nucléaire et ses conséquences ;
 2. la publication du plan Orsecrad relatif à la sécurité de la population autour de la centrale de Gravelines. »
- UL CGT et CFDT de Dunkerque, Comité antipollution de Dunkerque, Groupe Louis Lecour, LCR, OCT, PSU, PCF.

La Gazette de Malville

Les jumelages, une des conditions d'une action de masse les 30 et 31 juillet

Les jumelages ont vu le jour dans le but d'élaborer la préparation du rassemblement et ainsi aider la population locale. A chaque comité local est jumelé un ou deux comités de la région Rhône-Alpes, ainsi que un ou plusieurs comités de France ou de l'étranger. Par exemple, le comité de Pont-de-Chéruy se coordonnera avec un comité de Voiron (près de Grenoble), de la Mayenne et d'Allemagne.

Ces jumelages ne sont pas nécessairement points de rassemblement du 30 et 31. Ceux-ci ne seront dévoilés qu'au dernier moment pour des questions d'élémentaire prudence : des points d'accueil le long des routes renseigneront et dirigeront les personnes venant manifester. Les comités jumelés ont pour rôle, depuis une semaine, de préparer les forums du 30, de mettre en place un vaste complexe d'hébergement, etc. Cette forme d'organisation permet ainsi à tous les comités de participer activement au rassemblement. Pour les personnes isolées qui veulent participer à cette préparation, il est demandé de tout faire pour prendre contact avec un groupe près de leur lieu d'habitation, ou d'en construire un. Les populations locales auront en effet le plus grand mal à accueillir un grand nombre de personnes isolées.

A cette décentralisation de l'organisation du rassemblement, il faut ajouter aussi l'ouverture de la coordination : en effet, l'expérience négative du rassemblement de 1976 aidant, la coordination, à partir du 20 juillet jusqu'au 31, sera issue de trois personnes par jumelage. A partir de cette coordination, plusieurs commissions seront créées, entre autres, le collectif de manifestation, la commission forum, la commission médicale.

Cette forme de coordination montre bien que le mouvement autour de Malville est un mouvement de masse dont sont parties prenantes, outre les organisations proprement dites, les agriculteurs, la population locale et des « inorganisés ».

Quelques suggestions pour l'organisation des jumelages

Prendre contact au secrétariat permanent des comités Malville : Mme Dubost, chez Marcel Cottier, Montgarel, 38510, Morestel. (16.74) 80.14.55, en précisant adresse, nombre, date d'arrivée.

Dans votre région : dès maintenant :

- appeler aux manifestations en diffusant largement : texte d'appel, affiches, etc. ;
- prendre contact avec des organisations politiques, syndicales, des élus, des associations, etc., et essayer de s'assurer de leur participation ; personne d'autre que vous ne prendra contact à votre place dans votre région ;
- rassembler le maximum de matériel car chaque groupe devra s'organiser de façon autonome, prévoir, en particulier :
 - moyens de communication : vélos, motos, mobylettes, estafettes, talkies, téléphones de campagne, signaux divers, micros, sons, etc. ;
 - moyens matériels : alimentation, couchage, tentes (collectives de préférence), ronéos, papier, affiches, feutres, listings, etc. ;
 - matériel nécessaire à d'éventuelles garderies d'enfants.
- Pensez que le comité local a déjà l'immense charge de trouver des terrains, salles et lieux d'hébergement.

Non-lieu pour Fabienne

« En avril 1977, Fabienne R, soupçonnée d'infanticide, s'est vu imposer un examen gynécologique, véritable viol physique et moral !

« Devant le refus de s'y soumettre, elle est inculpée le 1^{er} juin 1977 :

- pas d'interrogatoire pour Fabienne ;
- pas d'audition de témoins, comme pour toute femme : « Tais-toi et écarte les cuisses avant qu'on t'écoute. »

« A l'appel du Planning familial et du groupe femmes, différentes associations et organisations se réunissent et décident de créer un collectif de soutien à Fabienne. De ce collectif, émanent plusieurs projets dont :

- un tract pétition ;
- une conférence de presse.
- « Et tout tombe à l'eau !... »

Une fois de plus, les divergences entre organisations ont détruit l'unité nécessaire, pourtant réalisée dans les premières réunions du collectif. La seule « retombée » de ce collectif sera un communiqué de presse (résultat bien mince !).

« Cependant, devant la pression de l'opinion publique et la réelle mobilisation, Fabienne « bénéficie »(?) d'un non-lieu, le 6 juillet 1977.

« Est-ce suffisant ?

« En tant que groupe femmes, nous déplorons l'évolution suivie par le collectif. Est-ce un hasard si, une fois de plus, le problème des femmes est passé sous la table à cause des grandes gueules masculines et de leurs querelles de boutique ? Et pourtant, cette affaire soulevait de multiples problèmes :

- pourquoi Fabienne est-elle seule accusée ? Que devient le fameux J.L. ?
- quelles lois régissent les rapports entre les femmes et la justice ?
- quelles lois régissent les rapports entre les jeunes (et particulièrement les femmes) et l'institution scolaire ?
- quels sont les droits des jeunes à avoir une sexualité et quels moyens leur donne-t-on de l'exprimer ?

« A l'heure où des procès mettent en cause des femmes (Aix, Bobigny, par exemple) parce qu'elles luttent contre la condition qui leur est faite, les brimades qu'elles subissent quotidiennement, le sexisme qui règne en maître partout ; l'affaire Fabienne est un nouvel exemple qui s'ajoute à la liste de celles qui, comme nous, en ont assez d'être considérées comme des objets palpables, maniables, auscultables à volonté.

« Nous n'acceptons pas de classer l'affaire par un non-lieu, simple mesure judiciaire qui en aucun cas ne remet en cause la façon dont sont « entendues » les femmes par la sacro-sainte justice, mais par contre permet à un juge de se « tirer » à bon compte du guépier où l'avait placé notre mobilisation.

« Nous sommes toutes d'éventuelles « Fabienne », son « cas » nous concerne toutes. Pour que pareille ignominie ne se reproduise plus, c'est collectivement que nous devons trouver les moyens d'imposer notre parole face à cette justice sexiste qui accentue l'oppression des femmes en la légalisant.

« Toutes les femmes, battues, violées, agressées, présumées coupables se retrouvent toujours au banc des accusées, alors qu'elles sont les victimes. Nous ne pouvons compter que sur nos luttes pour imposer nos droits et amener les femmes à briser leur isolement face aux institutions réactionnaires et sexistes. »

Groupe femmes-Pontoise

Polémique après la conférence de presse de Mitterrand

LE CNPF A-T-IL DEBLOQUE UN MILLIARD POUR LES ELECTIONS ?

« Nous disposons d'informations suffisamment sérieuses pour nous permettre de révéler que, depuis le mois de mai dernier, un plan a été mis au point par le grand patronat en vue des élections législatives de 1978. Je puis vous dire que les fonds mis à la disposition de ce plan sont de l'ordre de un milliard de francs (nouveaux évidemment). Les patrons de combat espèrent-ils, avec ce milliard, acheter la conscience des Français ? »

Cette déclaration de Mitterrand, lors de sa conférence de presse du 12 juillet, est, de très loin, celle qui a suscité le plus de commentaires. Tant du côté des partenaires de l'Union de la gauche que de celui du gouvernement et du CNPF. Le pavé est dans la mare. Reste maintenant à savoir si Mitterrand va se contenter de faire des remous.

La « moralisation » du financement des campagnes politiques est une de ces questions qui reviennent périodiquement dans la vie politique française... après les élections. A chaque scrutin, il est vrai, l'escalade du cynisme se poursuit, au point qu'elle a de quoi inquiéter le moins attentif des démocrates sincères. Chirac qui, lors des municipales parisiennes, avait fait coller et recoller sa trombine et celle de ses acolytes sur tous les murs de la capitale, s'était même senti forcé de promettre de rendre public le coût de sa campagne tant l'étalage de ses moyens financiers était indécent. On attend toujours, naturellement.

L'accusation que porte François Mitterrand est précise. Plus qu'un financement occulte, mais de routine, elle dénonce la mise en œuvre d'un véritable plan de bataille concerté du patronat. Elle suggère bien que ce qui est d'ores et déjà un campagne de dénigrement orchestrée pourrait devenir demain sabotage.

Les radicaux de gauche confirment et précisent. « La décision générale (de campagne contre l'Union de la gauche) a été prise le 14 septembre 1976, au cours d'une réunion spéciale présidée par Reynac. Des ordres ont été donnés aux organisations professionnelles et régionales pour décentraliser les

aides financières aux futurs candidats sélectionnés (par le CNPF) de l'actuelle majorité. Le CNPF semble avoir renoncé au financement parisien, cela pour éviter les fuites. »

Barre feint de le prendre de haut : « Prétendre que la fraude est un moyen de gouvernement, affirmer que l'information est truquée et tronquée, voilà qui dispense de parler des vrais problèmes. » Le CNPF, quant à lui, a répondu par un court communiqué, si court que malgré sa sécheresse, il transpire la gêne : « Les assertions de Mitterrand concernant le CNPF sont dépourvues de tout fondement et inacceptables. Il y a des limites à ne pas dépasser dans la polémique politique. » Plus prosaïquement, d'autres responsables patronaux expliquent simplement que « Mitterrand s'est trompé d'un zéro dans son évaluation » et reconnaissent qu'évidemment, le patronat fera « l'impossible » pour stopper la montée de la gauche (le *Matin* du 14.7.1977). La somme mentionnée par Mitterrand ? « Elle peut sans doute être levée, mais pas avant février. »

Il est de notoriété publique qu'un candidat de droite dispose en moyenne de 15 à 25 millions d'anciens francs pour conquérir ou défendre son siège. Aucune organisa-



tion ouvrière ne peut étaler de tels moyens. Ni le PC, ni le PS. Ne parlons même pas des organisations révolutionnaires. Le PC se félicite des déclarations de Mitterrand. Il serait dommage que ce coup d'éclat reste sans lendemain. Les organisations ouvrières majoritaires doivent mener campagne pour l'expression

égale de toutes les formations politiques. Toutes sans exception. Y compris celles qui se situent sur leur gauche. Sans cela, elles resteront suspectes elles aussi, et par-delà les coups de gueule, de respecter la loi du silence qui prévaut actuellement.

J.-F. Vilar

« Sommet » de la droite le 19 juillet COUPS DE PIEDS SOUS LA TABLE EN PERSPECTIVE

Non sans mal et pas tout à fait au complet, les formations politiques se réclamant de la coalition présidentielle se réuniront, le 19 juillet, dans les locaux du Centre des démocrates sociaux de Lecanuet.

Ce « sommet » de la droite a fait l'objet de bien des tergiversations, de bien des querelles de préséance. Elles cachaient mal ce qui en tout état de cause apparaîtra le 19 : les profondes divergences qui divisent la « majorité ».

Seules seront présentes au « sommet » les formations politiques qui sont représentées par un groupe

parlementaire à l'Assemblée nationale ou au Sénat. Ainsi se trouvent exclus quelques groupuscules fantômes que Soisson, président du PR (ex-RI) aurait bien voulu voir à ses côtés à la table, pour faire face à Chirac. « Si vous sortez Stirn et ses sociaux-libéraux, Lejeune et ses démocrates socialistes de France, je sors Edgard Faure et son Contrat social, a expliqué en substance Chirac.

Qui, on le voit, ne s'embarrasse pas de courtoisie à l'égard du président de l'Assemblée nationale.

Les radicaux valoisiers ne seront pas là, bien qu'invités. JJ-SS ne veut pas assister à un « sommet » qui n'est pas convoqué par Barre.

Mais JJ-SS peut toujours changer d'avis d'ici mardi.

La « majorité » est-elle donc rafistolée ? On peut en douter. Chirac a salué la nouvelle fermeté et le bon sens retrouvé de Giscard, après le discours de Carpentras. Mais il refuse toujours le rôle d'arbitre à Barre dans la querelle des investitures pour les législatives. Il ne lui reconnaît pas le droit de conduire la campagne contre l'Union de la gauche. Il cherche, au contraire, à imposer à ses alliés un pacte électoral contraignant permettant d'entériner la force du RPR : « primaires » généralisées au premier tour, désistement automatique pour le candidat le mieux placé au second. Le calcul est simple : les rivaux du RPR hériteront du bilan désastreux de la gestion Giscard-Barre et les candidats chiraquiens seront les seuls à sauver les meubles. Les leurs et ceux d'une droite en déroute.

On discute beaucoup de la forme de la table de négociations du 19 juillet.

Laquelle est la plus commode pour s'envoyer efficacement des coups de pieds ?

J.-F. V.

Attentat contre le MRAP à Paris

Les locaux parisiens du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix ont été l'objet, hier matin, d'une agression à l'explosif qui a fait de très importants dégâts : portes enfoncées, locaux dévastés, document détruits, etc. L'appartement qui fait face au local du MRAP a également été saccagé. L'escalier a été sérieusement endommagé. Vue la violence de l'explosion, c'est une chance extrême qu'il n'y ait pas à déplorer de victimes à l'heure où a été commis l'attentat, les locaux du MRAP étaient déserts.

L'attentat n'a, à l'heure qu'il est, pas encore été revendiqué. Mais le tract laissé au local du MRAP ne laisse planer aucune ambiguïté sur la nature politique de ses auteurs. Il est titré : « Peiper, un an après. » On ne peut se réclamer plus ouvertement de la tradition nazie.

C'est la huitième fois en moins d'un an que locaux et animateurs du MRAP sont victimes de telles agressions. « Ces agressions et d'autres qui se multiplient demeurent impunies », explique le MRAP dans un communiqué. « Qu'il s'agisse de carence suspecte ou de réelle incapacité à démasquer et appréhender les coupables, la responsabilité des pouvoirs publics est lourde ; comme est grave pour les libertés républicaines cette substitution de la violence au débat démocratique. »

Hier, dans la journée, de nombreuses délégations de municipalités ouvrières se sont rendues dans les locaux dévastés pour assurer le MRAP de leur solidarité. Le PCF a exigé, dans un communiqué « que le gouvernement et le ministre de l'Intérieur, en particulier, prennent toutes les mesures qui s'imposent pour mettre un terme aux attentats pour le respect du jeu de la démocratie dans notre pays.

La LCR a fait savoir au MRAP son entière solidarité et a précisé qu'elle n'entend négliger aucune démarche pour promouvoir dans les faits les mesures d'autodéfense élémentaires qui s'imposent, pour assurer la protection des locaux et des militants des organisations ouvrières et démocratiques face aux violences et intimidations fascistes qui actuellement se multiplient.

LIP

Paye sauvage

Le maire de Besançon, au nom du conseil municipal qui en avait accepté le principe le 15 avril, a adressé au syndic de Lip une lettre, en date du 11 juillet, par laquelle il l'informe du désir de la ville de racheter une partie de l'actif. Il s'agit de l'ensemble des terrains, parking compris, et des bâtiments de l'usine. L'estimation demandée aux Domaines fixe un prix de neuf millions, la ville en a offert cinq. Reste donc au tribunal à donner son autorisation au syndic de céder sur cette base les terrains et les bâtiments. Il s'agit pour l'instant de l'unique offre formulée en ce sens.

Le Tour de France fait aujourd'hui étape à Besançon, les Lip seront présents comme c'est devenu la tradition dans toutes les boîtes en lutte (Evian mercredi) et ils ont décidé d'offrir trois montres à quartz à des coureurs.

Une montre au Bisontin de l'étape, une au plus combatif et une au dernier de l'étape.

A partir du 13 juillet, s'effectue la paie des Lip qui reçoivent des Assedic 35 % de leur salaire et qui percevront de Lip le complément de salaire tel qu'il a été défini.

La CGT majoritaire à Citroën-Reims

On se souvient que Claude Lecomte, assassin de Pierre Maître, était responsable de la CFT à l'usine Citroën de Reims. Lors des élections dans cette usine, la CGT vient de progresser de 25% sur la CFT, gagnant ainsi la majorité des voix avec 54% dans le collège ouvrier.

C'est la preuve que les travailleurs de Citroën n'entendent pas se laisser intimider longtemps par les nervis. C'est aussi la preuve qu'au lendemain de l'assassinat de Pierre Maître, la CFT est contrainte, pour un temps, de laisser des élections se dérouler à peu près normalement, de relâcher sa pression sur les travailleurs de Citroën. Autant c'est une victoire importante que d'imposer la présence des syndicats ouvriers dans les entreprises où la CFT sévit par la terreur, autant il est important de ne pas laisser cette progression sans lendemain.

Avec le soutien de la population et des travailleurs rémois, il est possible de vider la CFT de Citroën, d'imposer son interdiction. Il serait dommage, fort des résultats d'aujourd'hui, d'attendre les prochaines élections sans s'organiser contre la CFT. On a déjà vu les milices patronales se « ranger » le temps d'un procès, pour mieux imposer leurs matraquages, six mois plus tard.

J. Golpe

APC-TOULOUSE

Faible majorité pour la reprise

Depuis une semaine, la grève des 650 travailleurs postés de l'APC-Toulouse hésite autour de la reprise. Lundi 11, une réunion paritaire a eu lieu à la chambre patronale des industries chimiques. De cette réunion est issue une motion de « conciliation » invitant, de façon floue, les directions à négocier et de façon claire les travailleurs à reprendre le travail. Il ne s'agissait que d'une recommandation n'engageant en rien l'intersyndicale des grévistes, mais le fait que les représentants syndicaux de la CGT à la commission paritaire aient cru bon de la voter pèse lourdement sur la grève.

De notre correspondant.

Après deux jours de débats sur la question de la reprise conclus par des votes favorables à la continuation, lundi et mardi, l'assemblée générale de mercredi a décidé, au vingt-quatrième jour de grève, la reprise du travail à une faible majorité : 206 contre 254 et 25 abstentions. La CFDT, qui a voté contre la motion de la réunion paritaire, a appelé très clairement à la continuation du mouvement pour négocier en position de force. La section CGT elle, était loin d'être unanime, le bureau lui-même était divisé ; d'ailleurs, les responsables postés CGT ont voté la continuation.

Il avait été décidé, avant le vote et quelle que soit son issue, d'aller voir en force la direction après le vote pour lui présenter soit les revendications en cas de continuation, soit les conditions exigées pour la reprise dans l'autre cas. En effet, les travailleurs mettent un certain nombre de conditions à la reprise. L'entrevue n'a rien donné pour

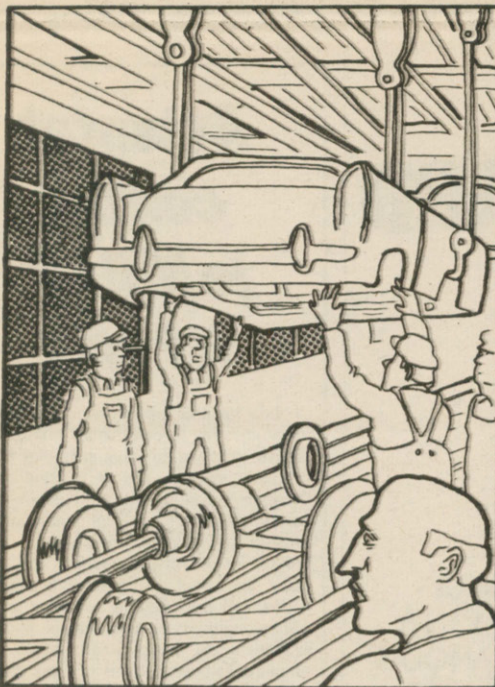
l'instant sur ces points, mais le vote de reprise a été maintenu.

Il s'agit aujourd'hui d'une reprise conditionnelle, pas d'une continuation du mouvement. La bataille porte sur les conditions de la reprise et non plus sur les objectifs initiaux de la lutte. Comment en est-on arrivé là ?

Certes, la période de l'année n'est pas très favorable et il est très difficile d'organiser une grève active pour des travailleurs soumis toute l'année au rythme des 3x8. Mais il y a eu aussi une véritable campagne de démoralisation entreprise par certains membres de la CGT dans les instances syndicales et auprès des travailleurs.

Dès vendredi matin, le secrétaire de la section s'attachait à décrire la situation sous son jour le plus sombre pour conclure, au nom de la CGT : « Nous ne voulons pas entraîner les travailleurs dans une situation dont ils ne pourraient pas se relever. » Sans faire aucune proposition pour améliorer le rapport de forces.

LES COUCHES NOUVELLES



RÉSUMÉ : 10

Exposé de la thèse de Taylor sur la France pays de traditions scatologiques. TAYLOR ANIME UN colloque de PATRONS. IL LEUR PRÉSENTE UNE couche de NOURISSON adulte.

Que veut dire Taylor ? Pourquoi cette couche géante ?... Est-ce une similitude -tre farce dont les américains ont le secret ? Taylor marque un temps d'arrêt.

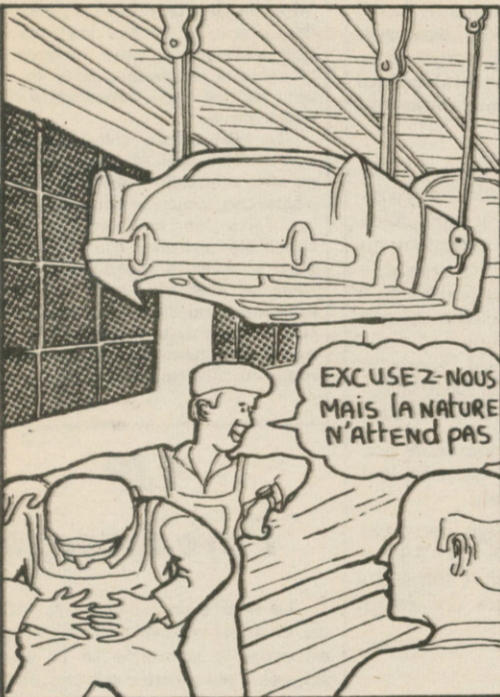


C'EST POUR LA GROSSE COMMISSION.

Je lui tiens LA PORTE.

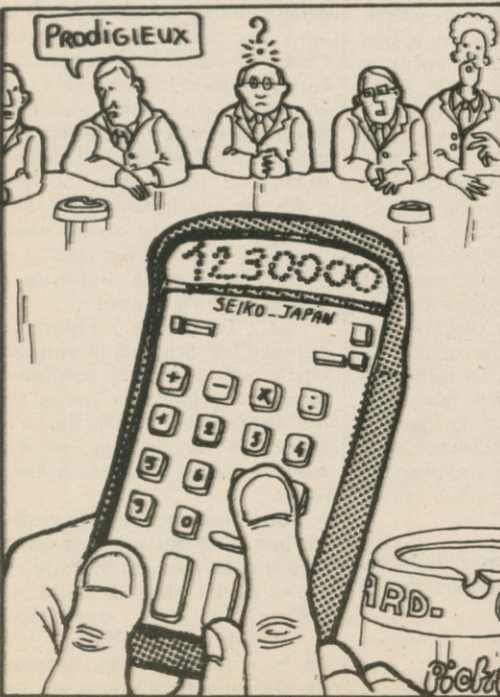
VOUS N'AVEZ PAS besoin d'être à deux...

Il distribue quelques plaquettes de chewing-gum et poursuit : "Messieurs, combien parmi vous subissent le joug des besoins naturels des travailleurs ? Certains d'entre vous ont fait des efforts pour rapprocher les W.C., d'autres ont limité le temps de défécation, d'autres ont placé un vigile dans les toilettes. Mais, jusqu'à ce jour, aucun industriel n'a pu empêcher les travailleurs de fumer une cigarette ou de se refaire une beauté."



EXCUSEZ-NOUS MAIS LA NATURE N'ATTEND PAS

Les toilettes sont leurs zones libérées. Nous ne savons pas ce qui s'y dit ou ce qui s'y passe. Aussi bien du point de vue politique qu'économique, leur disparition serait une grande victoire... Chaque individu perd en moyenne 1/2 heure par jour au W.C... 1/2 heure de temps de travail. Du temps de travail payé ! Il y a en France 7 millions 700 000 travailleurs



PRODIGIEUX ?

productifs. Cela fait 850 000 heures non effectuées, c'est à dire 13 milliards de francs actuels, l'équivalent du déficit de votre balance commerciale. Diabolique n'est ce pas ?

DIABOLIQUE

POUR QUE ROUGE VIVE !

On a tous la télé

« Parmi les informations seules sont intéressantes celles qui ne sont pas déjà relatées par la télévision et la radio. Par contre, les commentaires et analyses sont très intéressants, parce qu'ils permettent de connaître, surtout pour les non-militants comme moi, un point de vue révolutionnaire sur les événements (trop souvent hélas le point de vue de la LCR). Les dossiers eux sont doublement intéressants puisqu'ils comportent à la fois des commentaires et analyses et des informations qui traitent de faits le plus souvent relatés dans la presse bourgeoise et à la radio et à la télé. »

F. B.

« J'ai été manger le lièvre chez mon cousin. »
 « Je ne sais pas les mots de mon pays »
 Bien plus, j'oublie ses vignes Ils ont mis du béton au trou de ma mémoire
 Ils ont muré nos fenêtres d'histoire
 Et parqué mon passé
 Apprivoisé nos vents
 L'étranger que je suis n'est plus qu'un matricule
 Mon « pays » est un super-marché
 Un fromage où les rats posent leurs excréments
 De l'Aigoual à la mer qu'ont-ils fait de mon corps
 Tu n'as plus d'origine immigré du métro
 Mais l'exil m'a donné pour champ le monde entier
 J'essaime autour de moi le pollen de la lutte
 On n'oublie pas la couleur du bon vin.

En particulier sur l'opportunisme (que j'espère inconscient) par rapport aux luttes homosexuelles. Les seuls échos que l'on en a se font uniquement par des communiqués à la presse du GLH-PQ (Groupe de libération homosexuel, politique et quotidien) ou par des individus qui écrivent un article parce que se sentant concernés, ou de nouvelles de l'étranger de temps à autre (USA, Espagne).

Mais il n'y a pas d'informations dénonciatrices de licenciements de boulot ou de vidage d'un appartement pour homosexualité, de tabassages, de réseaux financiers pornos (boîtes, films...). Effectivement, après, Rouge (et la LCR) a beau jeu de faire doctement remarquer à Lutte ouvrière ses attitudes réactionnaires sur la question (cf. la lettre du militant de LO qui disait que Rouge donnait trop de place au GLH), puisque nous « on en parle ». Et c'est vrai en partie, mais de manière tellement peu convaincue, tellement superficielle, que ça fait vraiment plaqué.

Hervé, ex-militant LCR, pédé.

Le frémissement de la passion

« Je suis un lecteur régulier de « Rouge ». Et bien, sans fausse honte, j'avoue : il m'arrive certains matins de bâiller d'ennui devant le quotidien. Vous savez, ces jours où le journal respire le bâclé : — Première page terne, avec un titre trop souvent bateau, pas assez accrocheur ;

— catalogue disparate de dépêches AFP plus ou moins assaisonnées à la sauce trotskyste ;

— articles de fond qui apparaissent souvent incompréhensibles pour les non-initiés (ex. : résultat des législatives en Turquie) ;

— une rubrique culturelle dont l'hermétisme indécorable me fait souvent rigoler.

« Certes quand survient un événement d'une exceptionnelle importance pour le mouvement ouvrier (tel l'assassinat de Pierre Maître), on sent le canard frémir de passion : titres rageurs, éditoriaux offensifs dans lesquels apparaît clairement la position de la LCR ; appel éventuel à des manifestations, etc. Rouge apparaît alors comme un outil indispensable... »

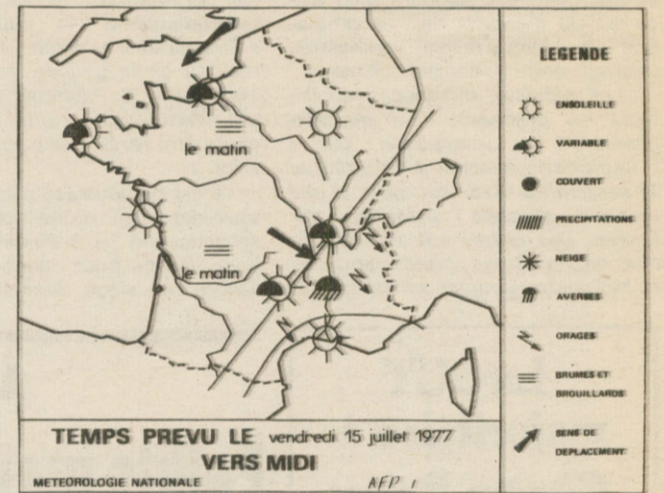
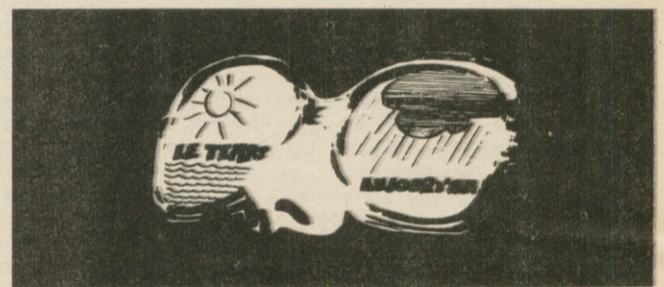
Sylvain employé, ex-LC

Racines

« Soi estat manjar la lèbre en co de mon cosin » (occitan)

Ça fait plaqué

Rouge, c'est bien, etc. Mais je ne veux pas écrire une lettre d'autosatisfaction qu'on a pu lire (rarement heureusement) dans le courrier des lecteurs style « vive Rouge, sans Rouge je ne suis plus rien ».



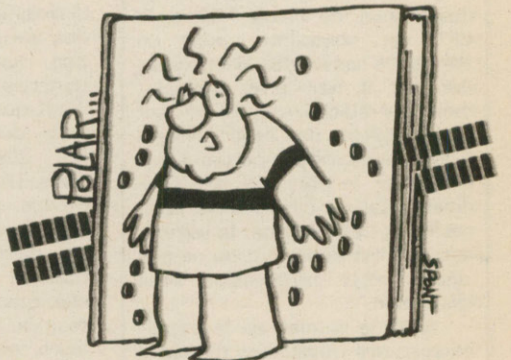
SOUSCRIPTION N° 39 SOUSCRIP

Ancien total 530 244,33
 Aujourd'hui 6 351,00

- Syndiqués CFTD CNCA 100,00
- Militant CFTD CNCA 30,00
- Lectrice de Rouge CNCA 50,00
- Lecteur de Rouge CNCA 20,00
- J.M. D. Finances 50,00
- J.P. B.R. finances 10,00

- « Produit de la bouffe-débat à « la Canaille » avec et grâce à la participation des camarades de « la Canaille », l'animation de Francine Reeves,
- Jacques Gruson, Jacques Mahieux 890,00
 - + client « la Canaille » 30,00
 - Un Occitan occitaniste immigré en France 160,00
 - X. Annecy 130,00
 - J.C. L. Roubaix 300,00
 - Une sympathisante Lille 40,00
 - Bibliothèque universitaire Lille 260,00
 - « Pour que Rouge soit plus vivant, plus sur le quotidien » J.M. P. Montauban 100,00
 - B. B. Paris XIX^e 100,00
 - Groupe taupé rouge CII Honeywell-Bull Paris 185,00
 - Artisan CERES La Rochelle 20,00
 - J. R. militant PS La Rochelle 50,00
 - N. C. animatrice La Rochelle 10,00
 - S. T. enseignante Aytré 100,00
 - C. M. enseignante La Rochelle 20,00
 - J. M. enseignante Aytré 50,00
 - A. D. militant LCR La Rochelle 170,00
 - P. G. enseignant Aytré 40,00
 - J.C. D. enseignant La Rochelle 60,00
 - Brigitte et Robert Digne 300,00
 - Une éducatrice en formation et un sympathisant éducateur militant CGT 100,00
 - « Vacances ou pas, elle creuse... la taupé »
 - Charlie instit. La Seyne sympathisant LCR 200,00

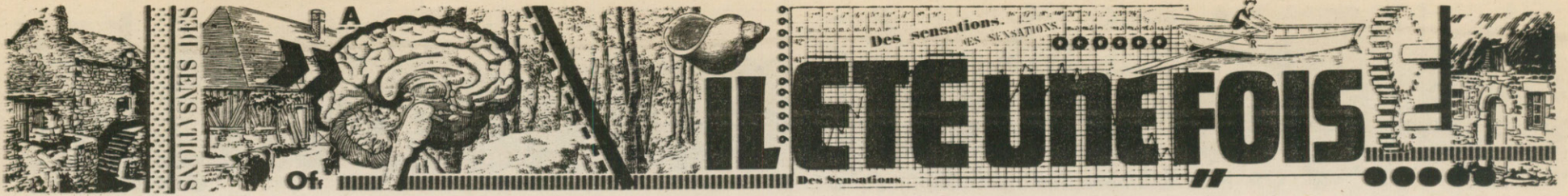
- Diffuseurs Dijon 300,00
- LCR Evreux 300,00
- J. et D. Montbéliard 100,00
- ANPE Paris 50,00
- Sympathisant Angoulême 100,00
- Anonyme 10,00
- Une militante antinucléaire 20,00



- Un enseignant et une étudiante sympathisante de Caen
- « pour que Rouge continue à paraître » 50,00
- « Le copain de la tâche » 50,00
- Guy Bedos 1 500,00
- LMR Chaux-de-Fond (Suisse) 296,00

Nouveau total 536 595,33

Chèques à l'ordre de SPN, à l'adresse du journal.



500 enseignants et enseignantes campent et débattent, à Brioude, en Haute-Loire

COMME CHAQUE ANNEE, LA SEMAINE DE L'ECOLE EMANCIPEE

Personne n'a pu nous dire exactement à la combienième on en est. Certains « anciens » parlent de vingt. Les premières ne rassemblaient guère plus de 35 personnes, et ainsi, progressivement, sans véritable décision, parce que cela semblait répondre à un besoin, la « semaine » annuelle est devenue une tradition de l'Ecole émanicipée.

Ils sont donc cette année près de 500 enseignants révolutionnaires, militants pour la majorité d'entre eux à la Fédération de l'Education nationale, à camper à Brioude en Haute-Loire, depuis le 8 juillet et jusqu'à dimanche prochain 17 juillet. A camper et à débattre sans cesse et en tous lieux.

Le décor n'est pas fantastique. Assourdi, parvient de la carrière d'à côté un bruit incessant de raclement. La petite mer de tentes est coincée entre un mur de parpin, cachant une vague décharge, et quelques terrains de foot et de rugby, où se dressent d'imposantes tribunes en béton, propices pour les commissions par temps de pluie.

L'Allier, s'il n'est pas loin du camp, on ne le voit pas. Certains s'y baignent, tout en le jugeant plutôt pollué. Juste à l'entrée de ce terrain de cam-

ping improvisé, mais aussi remarquablement organisé par le groupe départemental « 43 » (Haute-Loire) de l'Ecole émanicipée, logent dans leurs roulottes des gitans. De lourds chevaux piétinent en liberté sous le soleil, tandis que le gardien de l'endroit, probablement un employé municipal dont l'Ecole émanicipée se passerait bien, fier du chien qu'il tient en laisse, regarde d'un sale oeil ces jeunes gitans dégueunillés, dont la roublardise est celle qu'impose la pauvreté.

Unique parmi les initiatives des différentes tendances du syndicalisme enseignant, cette semaine, quelles que soient les appréciations critiques de ceux qui y participent, témoigne de la vitalité de l'Ecole émanicipée qui fut à l'origine du syndicalisme enseignant. Mais les discussions sur l'« horizon 1978 », la politique de l'Union de la gauche et des directions syndicales, les revendications à avancer, les luttes à impulser ont aussi illustré les difficultés qu'elle rencontre dans une période où contre les capitulations réformistes, ses responsabilités iront croissantes. Nous reviendrons demain, dans « Rouge », sur ces débats.

Mais qu'importe ! On est quand même à la campagne et l'organisation du camp de l'Ecole émanicipée en fait un véritable petit monde : ces inconvénients ne troublent donc pas vraiment la vie des « collectifs ».

C'est ainsi qu'on appelle traditionnellement à la semaine de l'Ecole émanicipée les regroupements entre plusieurs tentes qui permettent d'assumer collectivement l'ensemble des tâches de la vie quotidienne. Cette organisation en commun, à laquelle personne n'a semble-

t-il échappé cette année, paraît exemplaire. Tout au moins à un observateur passager et extérieur.

Car sinon, à la « semaine », on « râle » beaucoup et on ne ménage pas ses critiques. Souvent avec raison. Le collectif enfants (on a banni le mot « garderie ») manque de volontaires. Pour les adolescents, oubliés dans l'affaire, « c'est un peu un camp de concentration » dit quelqu'un du collectif « Boccuse », celui des Lyonnais, baptisé ainsi en raison de l'importance qu'il accorde aux activités culinaires. Les instituteurs, qui représentent bien la moitié des militants de l'Ecole émanicipée, s'émeuvent de la polarisation des débats par le secondaire, prime indirecte, selon certains, à la hiérarchie dans le corps enseignant. D'autres n'apprécient pas qu'aucune décision claire et tranchée, cadrant les « tâches de la rentrée » ne sorte véritablement de la semaine...

On râle donc, mais pourtant on y vient. Des près de 2 000 « amis » (c'est le terme consacré) qu'elle compte, dont plus de la moitié ne sont pas politiquement organisés, l'Ecole émanicipée en rassemble régulièrement à la semaine le quart. Selon Julien Desachy, un des « anciens » de l'Ecole émanicipée qui eut des responsabilités syndicales dans l'Oise, département où l'Ecole émanicipée est majoritaire au sein du SNI depuis 1935, les participants à la semaine se renouvellent pour moitié chaque année. Cette affluence qu'il juge presque « monstrueuse », répond selon lui à « un besoin collectif et individuel de faire le point, de se rencontrer, particulièrement pour les groupes départementaux ruraux, plus isolés, de trouver une atmosphère de liberté, et, de plus en plus, de définir la politique de l'Ecole émanicipée ». Il y voit aussi un outil jouant « un rôle face à la partition de l'extrême gauche, contribuant à l'unifier un peu doctrinalement ». Cela ne l'empêche pas d'ajouter immédiatement : « C'est un peu ambitieux ».

Ce rassemblement n'est-il pas cohérent avec les positions défendues par l'Ecole émanicipée au sein du syndicalisme enseignant contre la hiérarchie et les multiples catégories qui divisent les enseignants ? Face à des directions syndicales qui les confortent, dans un milieu où règne l'individualisme et l'atomisation, cette vie collective dix jours durant a un sens qui, tout compte fait, va bien au-delà du simple désir de se rencontrer.

Joseph Krasny
Demain, la suite

La caravane anti-Outspan en Bretagne

La caravane anti-Outspan poursuit son périple à travers la France. En ce moment, elle se trouve en Bretagne et programme pour les jours suivants :

— vendredi 15 juillet, à Crozon (et à 21 h), projection du film « la Dernière Tombe à Dimbaza » ;
— samedi 16 juillet, à Quimper (et toujours à 21 h), projection du même film, au foyer Ergué-Armel ;

— dimanche 17 juillet, toujours à Quimper, mais cette fois-ci à la MJC du centre, projection du film (tourné clandestinement en Afrique du Sud) à 21 h. Il sera également présenté le même soir et à la même heure au centre des arts et de la culture de Concarneau.

IL SUFFIT DE TELEPHONER.
Une pièce libre dans un appartement, à Paris, pour juillet et août, si des copains et des copines en ont besoin (avec matelas). Téléphonnez au 797.98.24.

TELEVISION

TF 1

- 12.30 Midi première
- 13.00 Journal
- 13.35 Télé régionale
- 13.50 Jubilé de Sergueï Mikhaïlovitch Elizabeth II
- 14.50 Nevada Smith (western TV américain)
Attention, ce n'est pas le vrai Nevada Smith bien que le scénario soit le même.
- 16.00 Pour la jeunesse
- 17.30 Tour de France
- 18.30 Cosmos 1999 (série de SF américaine)
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Une minute pour les femmes
- 19.45 Tour de France
- 20.00 Journal
- 20.30 Au théâtre ce soir
Les Joyeuses Commères de Windsor.
Pour une fois, l'auteur de la pièce n'est pas trop ringard, il n'est même pas ringard du tout, c'est Shakespeare. Ce n'est pas sa meilleure comédie, mais, enfin, elle n'est pas mauvaise. Elle est montée par Jacques Fabry qui joue Falstaff.
- 22.30 Allons au cinéma
- 23.00 Journal

A 2

- 13.35 Télé régionale
- 13.50 Bergeval père et fils (feuilleton)
- 14.05 Aujourd'hui madame
- 15.05 Champions (série américaine)
- 15.55 Aujourd'hui magazine
- 18.00 Fenêtre sur...
- 18.35 Dessin animé
- 18.45 Flash d'actualités
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Les détours de France
- 20.00 Journal
- 20.30 Le confessionnal des pénitents noirs
Feuilleton d'après un roman d'Ann Radcliff.
- 21.35 Apostrophes
Les racines de l'homme noir, avec Senghor et Georges Balandier, ethnologue.
- 22.50 Journal
- 23.00 Les remparts d'argile
Film franco-algérien de Jean-Louis Bertucelli.
La prise de conscience d'une jeune femme du sud algérien à travers la vie du village et les conflits sociaux. Réalisation efficace sans aucun effet romanesque.

FR 3

- 18.45 Pour la jeunesse
- 19.05 Télévision régionale
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Tribune libre
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Univers inconnu
- 21.30 Quelques Afriques
Le fleuve Congo.

L'oppression des femmes, débat autour d'un spectacle « FAIS-NOUS DANSER JULIE LA ROUSSE »

La lutte contre l'oppression des femmes est indiscutablement un des combats qui font la spécificité de l'Ecole émanicipée en milieu enseignant. Il y a deux semaines, elle l'illustra lors du congrès du SNI-PEGC, à Nancy, où, alors que la commission d'organisation des débats refusa d'inscrire à l'ordre du jour un point spécifique sur les femmes, elle présenta plusieurs contributions sur ce sujet, tant dans le débat corporatif que dans celui sur les libertés en France et dans le monde.

Evidemment, les discussions sur l'oppression des femmes ne pouvait être absente des dix jours où chaque année, militants et militantes de l'Ecole émanicipée vivent ensemble. Cette année, à Brioude, ce fut un spectacle qui, indirectement les lança, avec animation et pour plusieurs jours, comme en témoigne le texte ci-dessous, envoyé à « Rouge » et « Libération » par cinq enseignants et enseignantes (Chris, Michèle, Françoise, Yves et Jean).

Semaine de l'Ecole émanicipée 1977. Un soir, un spectacle. Un homme, une femme... Anne-Marie Thévenon, Daniel Javelle. Ils chantent, ils chantent bien. Elle a une voix très belle qui se passe aisément du micro. Ils chantent des textes d'auteurs, ou bien de sa composition à lui. Et leur présence rappelle d'abord de quel système pourri du show-bizz ils sont prisonniers : ces deux là, c'est sûr, ne font que survivre de la chanson et c'est dommage.

Mais qu'ont-ils choisi de chanter ? Aux deux tiers, à côté de quelques textes dénonciateurs de notre société hypocrite et opprimante, un thème : la femme.
Femme-épouse, femme au foyer. De toutes les chansons canadiennes, ils ont choisi de nous présenter « Ah, que l'hiver ! » de Vigneault, qui dit : « Quand y'a pas d'homme à la maison, c'est comme un poêle éteint tout le temps, femme dedans, femme dehors, la femme attend, l'homme voyage. »
Femme du marin, qui « ne

sait plus sourire » depuis que « l'homme », unique amour, l'a quittée.

Femme-amante, offerte aux caresses, corps jeune et beau bien sûr, corps à prendre, « mes mains sur tes seins », corps qui donne du plaisir, femme-fruit, femme-source, femme-nature, et, si l'homme et la femme s'aiment dans ces chansons, elle offre son cœur, il y repose sa tête. Enfin, bien sûr, femme-putain, Julie la Rousse, « Toi dont les baisers font oublier... tu soulages les ardeurs extra-républicaines... »

Alors, « prostituée-augrand-cœur-fleurant-bon-la-jolie-de-vivre », non, cela ne passait plus. On nous faisait encore le coup de la chanson-sirop-évasion-mélo, au charme souvent réel, n'est-ce pas ? Et derrière ce beau camouflage, jamais la femme n'existait par elle-même, jamais sa volonté n'apparaissait indépendamment du regard-homme posé sur elle. Alors, ces mots chantés, si beaux souvent, et ces applaudissements des copains (et copines), c'était une agression

pour les femmes qui étaient là. Beaucoup ne l'ont pas supportée. Certaines l'ont dit et ont quitté la salle. Paradoxalement ce sont celles-là (et ceux-là), qui ont réagi, que d'autres ont accusées d'agressivité, de terrorisme.

Il ne s'agissait en aucun cas d'interdire ce spectacle. Il s'agissait de la remise en cause de la relation spectateur passif et consommant/acteur distribuant et monologuant. Pourquoi la seule réponse a-t-elle été : « Attendez la fin, écoutez, on en parlera tout à l'heure » (Soyez sage, élève untel, nous en reparlerons après le cours !)

Il s'agissait, d'autre part, de la réaction de femmes agressées autant par le contenu du spectacle, que par la caution qu'il recevait de la part d'une partie du public Ecole émanicipée.

Car c'est bien ce qui nous a semblé inquiétant : une salle d'extrême gauche prête en majorité à laisser passer une expression qui témoigne de l'acceptation (justification ?) de la place que laisse aux femmes la société.

Il n'est pas question d'imposer des normes, un label révolutionnaire, à une expression artistique. Mais ce que des militants peuvent demander, c'est que l'art contienne des éléments de révolte contre l'ordre existant, de contestation des rapports sociaux. Ce doit être l'enjeu d'une lutte qui ne permette pas que l'art fasse l'apologie de tout ce que nous voulons par ailleurs bouleverser.

Il serait bien sûr admis de crier sa hargne à qui ferait preuve de racisme, mais on accepte d'entendre conseiller à une femme : « Si tu fais mal l'amour, fais-toi vestale. » Pourquoi deux mesures ?

ABONNEMENT VACANCES

Si vous partez en vacances n'oubliez pas de lire « Rouge » tous les jours, mais si vous n'êtes pas sûr de le trouver dans votre lieu de vacances, la meilleure solution pour assurer votre lecture quotidienne est de prendre un « abonnement vacances ».

Vous avez le choix entre un abonnement de 15 jours, d'un mois ou de deux mois.

Si vous partez trop loin, vous pouvez vous abonner à votre adresse habituelle. A votre retour vous trouverez tous les journaux.

Pour ceux qui sont abonnés, il suffit de nous envoyer votre adresse de vacances, la période choisie, et la dernière bande d'envoi. Si vous êtes abonné en France et si vous partez à l'étranger, nous vous ferons parvenir le détail des frais supplémentaires.

ABONNEZ-VOUS DES AUJOURD'HUI

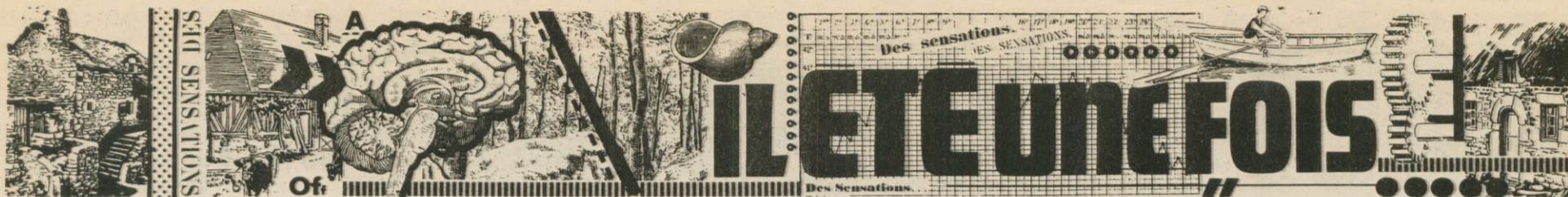
Bulletin d'abonnement

(Envoyer le bulletin au service d'abonnement)

Nom :
Prénom :
Adresse :
Ville : Code postal :
Période du au

Tarif (encadrer le tarif choisi) :

Période :	15 jours	1 mois	2 mois
France	30 F	55 F	80 F
Etranger	60 F	90 F	135 F



BING SUR LE PUNK (1)

Joey Ramone, du groupe Ramones, eut un jour un accroc à son jeans. La nouvelle fut envoyée de New York par telex spécial à la rédaction du journal « Libération ». On alla chercher à toute vitesse Alain Pacadis qui avait laissé, en quittant les locaux, la liste détaillée de ses cocktails de la soirée. Le bel Alain enfourna un dernier gin bruni, saisit ses deux balourds d'anges gardiens et fit à la diable une page 16 sur l'accroc au genou de Joey Ramone.

Le lendemain au milieu de l'après-midi, dix personnes eurent des accrocs au jeans à Paris, trois à Lyon et une à Aurillac.

Le surlendemain, on dénombrait vingt-trois accrocs sur l'ensemble du territoire dont deux dus à une fausse manœuvre sans gravité de Portugais travaillant sur un chantier du Midi. Ceux-là furent raccommodés le soir même.

Gonflant ses chiffres, Alain l'Androgyne multiplia par soixante-dix le total des accrocs dans sa chronique de « Libé » et il ne fit plus de doute pour personne que le punk avait envahi la France. Seuls les punks l'ignoraient encore.

L'été de l'année 1976, le rock subit de tristes avanes, les festivals prévus furent interdits les uns après les autres. Tous sauf un qui eut lieu à Mont-de-Marsan et permit de voir et entendre deux groupes superbes et néanmoins anglais : Tyla Gong et Eddie and the Hot Rods. Une fois de plus, le renouveau du rock était anglais et une fois encore,

Punkies de cire, punkies de son

on tentait d'y accrocher quelques trios de ringards montés sur des stocks de pneus de marque Michelin. Les groupes Bijou, Kalfon, Rock chaud et quelques autres parvinrent à faire pousser quelques clameurs de lassitude à un public pourtant bien calme. Une chose était sûre, le punk ne serait jamais une musique en notre beau pays. Il fallut recourir à d'autres moyens.

Nous sommes en France ; pour fabriquer une mode, les moyens ne sont jamais très compliqués : sape, colofichets et angoisse de reconversion des locomotives de la mode précédente. Les cheveux étaient longs, ils seront courts, d'autant plus facilement qu'ils commencent à choir (le punk est une mode de mecs) ; la sape était plutôt du genre pacifique et routarde, elle deviendra noire et de cuir ; les colofichets étaient du genre décoratifs, on les fera guerriers : la croix de fer, ou débiles : l'épingle à nourrice. Ça ne vient pas complètement par hasard : en Angleterre, le déguisement punk signifie un retour au rock et un public pour ce rock : les bandes de mômes qui traînent leurs tennis : ça au moment

où, par exemple, Eddie and the Hot Rods commence (et n'oublions pas Doctor Feelgood, groupe qui n'a pas obtenu l'imprimatur de Pacadis, mais dont Barrie Masters, chanteur d'Eddie, dit qu'ils viennent exactement des mêmes lieux que lui). Quant aux Sex Pistols : « Des petits bâtards incapables d'avoir une seule idée et managés par des rupins qui possèdent des boutiques de fringues à Chelsea ! Beuh ! », juge Barrie.

Inutile de préciser que les Sex Pistols sont ceux qui ont la cote chez nous, et qu'ils sont imités par Stinky Toys et Cie, exactement comme les boutiques de Saint-Germain et des puces imitent celles de Londres.

Le punk français est français. En cela il est grotesque. Il cherche à se donner un semblant de justification en se prenant pour l'expression des banlieues et de la mini-criminalité, or ceux-ci se tapent du punk comme de l'an 1950.

Le punk est une mode et en cela une imbécilité, et il est une des plus imbéciles parce que l'ayant fabriquée de toutes pièces, ses promoteurs ont tout simplement oublié d'attendre que quelque chose cherche à s'exprimer avec de nouveaux signes de reconnaissance.

Le punk est la récupération anticipée d'une rupture qui ne se rassemblera jamais dans cette ferblanterie si elle se rassemble jamais où que ce soit. Marc Corti

Boîtes de bière et politique

Les punks, le docteur Oliveinstein, du centre de traitement des drogués de Marmotan, voient en eux le signe avant-coureur d'une sorte de nouveau fascisme. Grave inquiétude, et pas très opératoire : le punk couvre à l'évidence une foule de phénomènes divers. Il faut un peu plus qu'une épingle à nourrice pour forger un concept. N'empêche, il faut essayer de discuter un peu.

« Punk ». Des bombages énormes et roses un peu partout. Au-dessus, à la craie, un rajout fréquent : « Mort aux... » on est à deux pas de l'ancien local des fafs « d'Ordre Nouveau ». Celui qui fut un peu saccagé un certain 21 juin, déjà lointain.

L'album *Bazooka* est vraiment précieux. Il a servi d'entrée en matière, là, sur le parvis de Beaubourg. Ils se sont appelés Nicky et Pat. Ils feuilletent. Pat : « Y a du boulot derrière tout ça ». Son copain : « Chouette. Mais les gars ne vont pas tarder à se faire récupérer. Rien que cet album... Si ça marche, je vois déjà des tee-shirts avec leurs crobarbs. »

Exit donc *Bazooka*, déjà coupable avant d'avoir dépassé le cap des cinq cents exemplaires vendus.

« Tout est pourri. Dès que tu fous un doigt, t'es bouffé, récupéré. »

— Et tout cet attirail, c'est pas récupéré ? C'est très bien porté maintenant... »

Pat a l'air de s'être habillé dans une poubelle. Nicky fait plutôt dans le genre androgyne décadent. Nicky :

« Je vais virer tout ça, évidemment. On pouvait pas savoir qu'il y aurait des gens assez cons pour se foutre des épingle partout. »

— Moi, maintenant, c'est la seringue qui me botte. Quand le Tout-Paris snobinard aura sa seringue autour du cou... »

— Tu te cames ?

— J'me pique pas. Ça coûte cher. »

Ils habitent tout près. On fait connaissance. Pat a à peine vingt ans. Il bossait chez un petit patron du coin. Livreur. « Crevant. Une fois, j'ai piqué un fut'. S'en ai rendu compte. M'a viré. Nor-

mal. » Nicky était archiviste dans une compagnie d'assurances. « Troisième sous-sol, néon, air conditionné. Un mur tout entier recouvert par les cartes postales envoyées depuis dix ans par les collègues en vacances. Punk sans le savoir les mecs. » Viré ? Démissionnaire ? Difficile de savoir. En tout cas, il n'est plus archiviste. L'un et l'autre sont évasifs sur leurs moyens de subsistance.

Chez eux. Une pièce sous les toits. Une serre étouffante, moins faite de foutoir que de décrépitude. Le cradasse, pour être punk, n'en reste pas moins sordide. Quelques disques (Sex Pistols, Chaussettes Noires, Stones, David Bowie), un vieux Teppaz, des boîtes de bières sur le lit défait...

« Les punks, c'est souvent des chômeurs, non ? »

— Là, mec, tu t'avances un peu trop, avec tes théories à la con. »

Des jeunes, paumés, sans doute assez nombreux, coagulés par petits groupes, qui se veulent d'un nihilisme radical tout en étant fascinés par toutes les décadences, celle qu'ils croient vivre surtout... Des prolos déclassés, hostiles à toute solution ouvrière. Avouons que ça évoque des craintes.

« Et ça, c'est quoi ? »

Il hausse les épaules, ne regarde même pas l'insigne épinglé au bas de son gilet. Une croix de fer. Il savait qu'à un moment ou à un autre je lui poserais une question sur cette fichue breloque. « C'est tout de même fréquent de voir ça sur vous. Ça pose un problème, non ? »

— Pour ceux qui veulent s'en poser. »

C'est son copain qui répond. « Ça veut rien dire du tout. C'est une connerie comme une autre. Comme ta faucille et ton marteau. Pfft ! » A quelques immeubles de là, il n'y a pas quinze jours, on pouvait voir une exposition d'énormes acryliques d'Andy Warhol, représentant — si on peut dire — des faucilles et des marteaux, distordus, grotesques. « Et puis moi, tu sais la politique, c'est même pas que je m'en branle. Je m'en fous. » Au mur, comme pour

contredire le propos, une photo. Hitler en train de passer des troupes en revue. Mais à la place de la gueule d'Hitler, il y a celle de Staline, soigneusement découpée. Pat :

— La politique, rien à faire. J'ai milité un peu. Ça fait un bail. A l'AJS. Ils avaient fait un truc au Bourget et ça m'avait plu. J'ai vendu leur canard. J'ai assisté à des réunions. J'ai même assisté à des cours de formation, comme à l'école. Vous, par exemple à Rouge, je peux vous dire que vous êtes des sales pablistes liquideurs... »

Il se marre franchement. Nicky n'en revient pas de tant d'érudition.

— Faut pas déconner, tu comprends. Je peux même t'expliquer pourquoi. C'est quoi ce que tu proposes. Attendre que Mitterrand et les cocos viennent au pouvoir ? Ça sera sûrement pas la révolution. Heureusement d'ailleurs, parce que le Goulag, c'est sûrement pas ce que tu veux. Mais faudra être responsable, faudra pas se camérer, et pas demander plus que ce que pourra donner le gouvernement des travailleurs. Les camarades ministres, ils ne seront pas plus folichons que Giscard. Qu'est ce qui va se passer ? Toi et tes copains, vous allez pousser à la roue. Vous êtes combien ? 10 000. Mettons le double en foutant tous les gauchards dans le même sac. Et alors ? Ou bien, vous en prenez plein la gueule, ou bien vous réussissez à foutre un peu la merde. Dans ce cas là on aura l'armée sur le cul. Les stades. Ça me fait vraiment marrer. Moi, je préfère prendre mon pied en regardant tout qui se casse la gueule. »

Nicky, qui fume comme une bête : « Trotsky, trotskyste... ça sonne comme une maladie pas propre. J'adopte : y a pas plus ringard. T'as pas un badge avec la tête de ton guignol ? »

Pat n'est pas tout à fait content. Il a même l'air énervé par les pitreries de son copain. Envie de se justifier ?



C'est une photo de l'AFP. Dans un récent numéro, « Libé » l'a dédiée à Alain Pacadis, son chroniqueur de la « punktitude ». On ne sait pas si Pacadis, de joie, en a laissé tomber sa croix gammée dans sa machine à écrire. Mais on le souhaite. « Libé » y gagnerait. Pour le reste, quand il ne tape pas ses propres textes, Pacadis est paraît-il un fort honnête claviste.

Peut-être pas. Il veut expliquer.

— J'ai été militant. Etre exploité, je sais ce que c'est. Tous vos baratins me font gerber. Faut se donner les moyens de ce qu'on raconte. Quand le gars de Reims s'est fait descendre, vous n'avez rien foutu. Un défilé sage, pépère. J'y étais. Y avait les flics de Ponia, et puis vos flics à vous. Fallait être gentils, crier en chœur et marcher en rangs. Faut être

sérieux. Quand on bute un prolo, on sort les flingues, sinon c'est pas la peine.

Un temps pour boire sa bière et roter avec ostentation. Grand sourire sur des dents pas très propres. « C'que j't'en dis, c'est pour que tu fasses un bon papier. En réalité, toutes ces conneries, je m'en fous royalement. » Un temps encore. « Mais j'te dit une chose : en face, ils savent ce qu'ils veulent. » J.-F. V

Demain, la suite de cette enquête ni scientifique ni exhaustive et absolument pas objective. « Bing sur le punk » (2) dévoilera la facette « dessineux talentueux » par la présentation de « Bazooka production » et la facette « musiques crasseuses ». Enfin, quelques propos divers feront le tour du sujet. Epuisé, il se dégonflera, tel un ballon rose, pink, crevé d'un coup d'épingle à nourrice.